ENGLISH PAGES: 7,11

Lè manke gid, pèp la gaye! OBSERVATEUR

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc. www.haiti-observateur.ca Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, NY 11435-6235 Tél. (718) 812-2820 haiti_observateur@yahoo.com New York: \$1,00 Partout ailleurs: 1,50\$ Haïti: 20 gourdes Tél. (718) 812-2820

VOL. LIII, No. 16 New York: Tel: (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 3-10 mai 2023

LES GANGS ARMÉS EN FUITE OU SE TERRENT DANS LEURS TROUS

Le phénomène « Bwa Kale » éclate, les malfrats regagnent leurs patelins Déjà, le kidnapping se raréfie, braquages et assassinats aussi...

Par Léo Joseph

Depuis déjà six ans, la date du lundi 31 avril marque la première fois qu'il s'est passée une semaine sans kidnapping, à Port-au-Prince, une bonne nouvelle universellement bien accueillie, en Haïti et en diaspora. Si les forces de l'ordre d'Haïti, la Police nationale et les Forces armées moribondes ont déployé de grands efforts et subit cruellement les conséquences de l'insécurité, imposée par les gangs armés, c'est

plutôt au peuple haïtien, la principale victime, qu'il faut attribuer des lauriers, en guise de récompense pour ce prodige. Cette semaine marque également le dépeuplement des bidonvilles de la capitale haïtienne par les criminels, ayant décidé de prendre leurs jambes à leur cou pour échapper à la fureur de la populace, ces principales victimes, désormais sur pied de guerre. La peur a donc changé de camp!

Depuis le lundi 24 avril,

de Pacot, Turgeau, Bourdon, De- à l'étranger. Quatorze jeunes bussy, Canapé-Vert, etc. s'étaient réveillés par le concert d'armes de guerre des bandits y ayant fait irruption, afin d'installer des chefs de gangs, dans ces quartiers, la donne a changé, par rapport à la crise sécuritaire. On peut dire, cette fois-ci, que les criminels armés ont exagéré leurs talents. En créole, on dirait que « Yo jwenn zo grann vo ».

Voici, en effet, l'événement qui a fait la une dans tous les orgaquand les résidents des quartiers nes de presse haïtiens, au pays et

gens, à bord d'un mini-bus, en route vers les scènes de terreur dans les quartiers susmentionnés, en vue de renforcer les actes barbares contre les populations sans défense, avaient atterri dans un poste de contrôle de la PNH, à Canapé-Vert. La fouille du véhiment, les membres de la Brigade de quartier organisée précisément pour contrer les incursions des bandits, à la tête d'une foule, arrivèrent sur les lieux. Ils ne tardèrent pas à s'emparer des prisonniers et à les bousculer vers la rue. Sans autre forme de procès, les envahisseurs passèrent tous



Immolation de bandits à Jalousie.

cule ayant révélé la présence d'armes de gros calibres et abondance de munitions, les occupants et le conducteur du véhicule, ainsi que le contrôleur ont été conduits au sous-commissariat de Police de Canapé-Vert. Avisés immédiate-

ces jeunes au supplice de la mutilation totale provoquant une mort horrible, avant de brûler leurs

> Il semble que, ce même jour, Suite en page 2

CRISE FINANCIÈRE LATENTE DU SYSTÈME BANCAIRE HAÏTIEN

Les banques privées font main basse sur les dépôts en dollars des clients

Mais le gouverneur de la Banque centrale rassure...

Par Léo Joseph

Alors que la crise sécuritaire préoccupe, au plus haut point, les citoyens, une autre crise, qui ne dit pas son nom, se profile à l'horizon — si elle n'est pas déjà à nos portes. Pourtant les gardiens du système financier haïtien, en l'occurrence le gouverneur de la Banque centrale, rassure. Le système bancaire du pays, dit-il, « se porte bien ». Mais, les clients des banques privées ayant fait leur dépôts en dollars ont du mal à effectuer des retraits en devises, se voyant limités dans le montant qu'ils peuvent retirer. Voilà leur banques font des transactions avec leurs millions rapportant des



Jean Baden Dubois ne gouverne pas, mais il rassure.

argent confisqué, tandis que leurs USD millions \$ de profits, les envoyant « au diable » genti-

> Quel que soit le montant de la somme en dollars en dépôt dans les banques privées haïtiennes, le client ne peut pas compter sur son dépôt en dollars pour effectuer des transactions. De manière arbitraire, la direction de ces institutions bancaires impose un plafond de USD 100 de retrait, en moyenne, pour la majorité des déposants.

> À force d'avoir essuyé les refus de se procurer leurs propres

> > Suite en page 15

HAPPENINGS!

When government fails to act, the people move against the gangs

Minister of Justice Emmelie Prophète Milcé has given up on Martissant.

By Raymond A. Joseph

The gang situation in Haiti has entered a new phase, as the people decide to take up the fight against the armed bandits that have been causing death and desolation in Haiti for the past four years, while the government does nothing.

The multifaceted crisis in Haiti, due to the gangs imposing their rule is known worldwide. The latest article of The Guardian, the reputable British publication, puts it in stark terms, as

Continued on page 7

LE TANGO DE LA MORT ET DE L'IMPUNITÉ

Embarqué sur un bateau qui coule, le criminel Jean-Bertrand Aristide tente de dire le droit!

« L'ignorance et la bêtise du peuple font la force du dictateur » (Djan Noritiov)

Par Jacques-Raphaël Georges

Dans Histoire des Girondins, Lamartine a écrit :« A chaque fois qu'il y a une contradiction entre une théorie et la survie de la société, c'est que la théorie est fausse ; car la société est la vérité su-

L'ordre constitutionnel haïtien est mort! Le plus grand de ceux qui peuvent arriver à un mort :

assister, sans pouvoir rien dire au viol de son cadavre par pire qu'un ennemi, l'habitant d'une autre planète.

LES GANGS ARMÉS EN FUITE OU SE TERRENT DANS LEURS TROUS

Le phénomène « Bwa Kale » éclate, les malfrats regagnent leurs patelins Déjà, le kidnapping se raréfie, braquages et assassinats aussi...

Suite de la page 1

our, des scènes identiques aient été constatées dans d'autres quartiers de la capitale, au point que, selon divers témoignages crédibles, le nombre de victimes ainsi exécutés devaient être réévalué à la hausse, faisant état de plus d'une trentaine de jeunes gens tués. Depuis cette date fatidique du 24 avril, pour les criminels armés, ce mouvement, désormais appelé «Bwa Kale », signifiant chasse aux bandits, gagnait aussi les autres villes, ailleurs dans le département de l'Ouest, à Cabaret et à Léogane, ainsi qu'à Petit-Goâve, dans les Nippes.

L'insécurité ayant changé ses victimes, les bases de gangs commençaient à se vider. Inquiets, nombre d'entre eux ont pris la route de leurs lieux d'origine, certains avec leurs femmes ou concubines, la région métropolitaine de Port-au-Prince devenue un no man's land pour eux.

Les membres des gangs en fuite vers les provinces

Il y a à peine une semaine, les

bandits armés faisaient la loi, dans quasiment tous les quartiers de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Depuis le lundi 24 avril, presque toutes leurs bases sont démobilisées, un sauve-qui-peut général. Des arrestations ont été opérées par la Police, ayant fait prisonniers des individus qui fuyaient la capitale. Si la PNH locale en a fait des prisonniers, d'autres ne sont pas aussi fortunés. Interceptés par les membres du mouvement Bwa Kale, ils sont saisis par la populace, qui les tuent à coups de pierre, de pics et de machettes, ou tout simplement lapidés, avant d'être brûlés.

Commune de Pétion-Ville

Le mouvement « Bwa Kale » présent dans la commune de Pétion-Ville, surtout dans les quartiers où les hommes armés faisaient la pluie et le beau temps. Le mardi 2 mai, à Jalousie, bidonville situé dans les hauteurs, a été capturé par la populace un membre du gang Ti-Makak, dont la mort a été annoncée, voilà déjà deux semaines. Il semble que la foule en furie ait repéré quatre autres anciens membres de ce même

gang.. Le chef de ce gang armé, Ti-Makak, avait été blessé grièvement, début avril, lors de cet échange de tirs avec la Police. Ce soldat de Ti-Makak cherchait à trouver refuge à Jalousie, dans la foulée de la destruction de la maison de ce dernier et celles de ses hommes.

Vingt-quatre heures après avoir constaté publiquement le décès de Carlo Petit-Homme, via un communiqué de presse, des policiers ont mené une autre descente en la résidence privé de ce dernier, dont la maison a été complètement désoccupée. Plus d'une centaine d'habitants de La Boule 12, assurément des victimes du chef de gang défunt, ont accompagné les policiers à cette occasion. Ils ont pillé la propriété, tandis que la Police a confisqué des objets tels que batteries, inverters (onduleurs) et plusieurs véhicules

Pour l'instant, les « soldats », à l'instar de ceux des autres fiefs de gangs sont en fuite, dont certains cherchent à se faire héberger dans d'autres bidonvilles de la capitale. Autrement, d'autres ont mis le cap sur leurs lieux d'origine, s'exposant à d'autres épisodes du genre que les bandits ont essuyé à Canapé-Vert. Car le phénomène « *Bwa Kale* » gagne du terrain dans les villes des autres départements.

À Port-au-Prince, le mot d'ordre lancé par les membres de ce mouvement à quiconque entend s'aventurer en dehors de leurs zones de résidence est de s'assurer qu'ils ne portent pas d'armes ou de munitions, sur leur personne ou dans leurs véhicules.

À Carfour-Feuilles

Un autre cas à signaler, dans le cadre de la mobilisation « Bwa Kale », est celui d'une jeune femme non identifiée tombée victime de la calcination, à Carfour-Feuilles, au centre-ville de Port-au-Prince. Il est rapporté sur plusieurs média en ligne que le véhicule dans lequel a été intercepté, dimanche, par des membres de la brigade de vigilance de ce quartier, qui ont découvert qu'elle transportait des munitions. Ayant refusé de coopérer avec les gens qui l'avait faite prisonnière, ces derniers l'ont exécutée avant de mettre le feu à son corps.

Un autre cas signalés est celui d'Alguy Michel, membre du gang de Canaan, sur la Nationale numéro 1, qui s'était réfugié à l'île de la Gonâve. Capturé par des habitants d'Anse-à-Galets, il a été tué ayant d'être brûlé

Ce fugitif, qui se dépêchait de quitter sa base, à Canaan, au nord de Port-au-Prince, fuyait la vengeance populaire, après avoir pris connaissance du supplice dont ses collègues avaient été châtiés, à Canapé-Vert, lundi 24 avril, « li di pye sa m mamje m pa ba w ».

Saint-Marc (Artibonite)

L'exode des bandits armés de leurs bases ne constitue pas un phénomène constaté, uniquement à la capitale. Les bandits fuyant Port-au-Prince, se dirigent dans toutes les directions.

À Saint-Marc, dans l'Artibonite, lors d'une opération policière, à Savien, localité située à la Petite Rivière de l'Artibonite, la Police a procédé à l'interpellation de 9 personne, tous des jeunes, parmi elles une adolescente de 16 ans, présentée comme la concubine du chef de gang de Savien.

Selon la déclaration du commissaire du gouvernement de



Mes Réflexions sur l'avenir d'Haiti

Par Jean-Miguel Auguste *

30 avril 2023— La violence, aujourd'hui, du peuple haïtien, exercée contre les bandits, d'une part, est à la mesure de sa colère et en étroite adéquation avec la soushumanité dans laquelle, de mémoire d'homme, la cupidité, la ra-



Père Miguel Auguste

pacité et la méchanceté de nombreux politiciens et certains membres du secteur privé l'ont plongé et voulu le maintenir.

D'autre part, la concupiscence débridée de ces mêmes hommes et femmes a d'abord assujetti, durant ces trois dernières années, le grand peuple haïtien, dans sa chair et son psychique, sans oublier le détroussage de ses poches, à la férocité, à la barbarie et la cruauté de bandits armés jusqu'aux dents, sans âme et sans foi ni loi, commandités par ce couple politico-

économique crapuleux et antinational.

Parallèlement à l'ensauvagement de notre société qu'ils ont causé, ces bandits légaux ont brûlé et détruit toutes les institutions régaliennes et étatiques du pays au napalm de la corruption, de l'impunité et de l'injustice sociale.

Le compte à rebours doit commencer pour neutraliser ce couple mafieux et le mettre hors d'état de nuire de manière permanente par le biais d'institutions bien pensées, bien enracinées, bref fortes, dirigées par des hommes et des femmes compétents et dont l'intégrité est imperméable à toutes les pluies de la tentation dans un pays guidé par la boussole unique du mérite et de la performance.

Le mouvement de révolte du peuple haïtien a besoin, surtout, d'être guidé, non pas sermonné, encadré non pas récupéré, orienté non pas tempéré et amplifié avec intelligence et méthode.

Beaucoup de commentateurs, d'analystes et d'autres ou bien mal intentionnés, ou bien ignorants de la culture populaire, ou bien projetant leur propre obsession ou perversion sexuelle sur le peuple n'ont compris ou n'ont seulement voulu comprendre que la connotation sexuelle du néologisme Ayisyen « Bwa Kale », au lieu de comprendre sa signification de fouet pour se débarrasser des criminels notoires à cravates et à sapates. C'est une façon de trivialiser la prise de conscience et de réveil du peuple et sa volonté de se protéger contre tant de malfrats de tous poils, ce qui ne passera pas. Car, en Ayisyen, comme dans toutes les autres langues, les mots ont leur sens et charrient une vision, une réalité et une finalité.

Ce sursaut populaire tant attendu, n'est rien d'autre que la légitime défense du peuple, et ce nouveau réveil doit garder sa virulence, sa virilité, sa fermeté, et sa mission purificatrice, tout en indiquant que les choses changeront progressivement, mais radicalement, et que c'est déjà le Printemps Haïtien qui commence tout en arc-en-ciel.

Plus jamais le peuple ne doit s'endormir, ni accepter les inacceptables. Il doit rester sur ses gardes pour de bon, réclamer, insister et s'assurer que la reddition de comptes ait lieu et perdure.

Pour cela, le peuple doit aller au-delà de l'auto-défense de « Bwa Kale » et, à partir de ce mouvement, débarrasser les champs politiques et économiques de toutes les mauvaises herbes, et s'assurer, par tous les moyens, que sa voix soit entendue haut et fort lors des prochaines joutes électorales en vue de choisir ceux et celles à qui il confiera son avenir et son des-

Les citoyens et citoyennes doivent s'assurer par tous les moyens que les prochaines élections ne seront pas des sélections, comme d'habitude, par des mains invisibles nationales et internationales.

À cette fin, le peuple devra utiliser toute son imagination, toute sa créativité, pour donner au pays un nouveau leadership politique et économique dont le seul souci sera le bien commun.

Il nous faut insuffler à la chasse de ces bandits de tous poils un vrai esprit révolutionnaire et doter les Quartiers et les Communes de vrais Comités de Salut Public dès maintenant. Chasser les bandits à sapates sans neutraliser les bandits légaux bien connus se lave men siye atè.

Les jeunes de la région des Palmes et du Grand Sud sont déjà en consultation . . . Les jeunes de la région métropolitaine s'activent . . . Que le Grand Nord se réveille et se mobilise!

Il ne faut point répéter les erreurs de 86!...

Cassons, une fois pour toutes, les chaînes qui nous retiennent dans l'analphabétisme, la misère, la division, le « pito nou lèd nou la », le sous-développement, les injustices sociales, la corruption et l'impunité, bref, ces chaines qui gardent dans l'incapacité d'élargir l'assiette économique en vue de

favoriser l'ascension et la mutation sociale, amplifier et consolider la classe moyenne et améliorer sensiblement la vie des couches les plus défavorisées en particulier et le progrès économique du pays en général.

Faisons une bonne et vraie révolution en mettant la pendule du pays à zéro avec ses aiguilles sur tolérance zéro contre la division, la contrebande, les trafics d'influence et d'armes, l'impunité, le kidnapping, le viol et la corruption.

Alors, travailler ne sera plus un luxe ou une exception remplie de conditions sexuelles déshumanisantes et injustes, mais un droit et un devoir, faisant, ainsi reculer le taux du chômage, de la pauvreté, de la dépendance et de l'insécurité alimentaire pour donner un vrai sens de grandeur et de fierté à nos patrons, à nos ouvriers, à nos salariés, à nos paysans, et à tous nos **travailleurs** lors des célébrations du 1er mai, Fête du Travail et de l'Agriculture qui, malheureusement, aujourd'hui, n'est qu'une parodie et un embarras.

La Révolution ? C'est maintenant ou longtemps encore...

C'est Vertières! Tous et toutes à Vertières! * Père Jean-Miguel Auguste +509-3747-0865; +1347-337-

miguelnov19@gmail.com

COIN DE L'HISTOIRE

Par Charles Dupuy

Le fameux général Nemours s'appelait en réalité Alfred Nemours Auguste. Il faut savoir que le général Nemours s'était, en effet, adressé aux tribunaux afin de garder le seul prénom de son illustre père dont il fit tout à la fois son nom de combat et son nom de famille. Fils du célèbre Dr Nemours Auguste et d'Amélie Albaret, une petite-fille du baron de Vastey, Alfred Nemours Auguste était né au Cap-Haïtien le 13 juillet 1883. Comme le voulait la tra- « Giboziens » qu'avait constitué Laleau, Jules Bance, Ernest dition dans les familles aisées de le sergent français Giboz dans la Chauvet, Frédéric Duvigneaud, l'époque, le petit Alfred fut envo-capitale, Alfred Nemours Augusyé en France où il se retrouva te fonda dans sa ville natale le

dans les classes primaires du Collège Rocroy-Saint-Léon avant de fréquenter les lycées Condorcet à Montmartre et Louis le Grand à Paris. Ses études classiques terminées en 1902, le jeune Alfred Nemours Auguste s'inscrivit à l'Académie militaire spéciale de Saint-Cyr d'où il sortit, en 1904, avec la promotion « Sud-Oranais», au grade de sous-lieute-

De retour au pays, le jeune militaire s'assigna la tâche ambitieuse de réformer l'armée d'Haïti. À l'instar de la compagnie des

corps des « Alfrédiens », une compagnie d'instruction militaire qui recrutait dans ses rangs presque tous les fils de la bourgeoisie capoise. Lors du débarquement des Marines en 1915, Alfred Nemours Auguste qui avait déjà atteint le grade de général, abandonna définitivement la carrière militaire pour étudier le droit et s'inscrire au barreau du Cap-Haïtien. Nommé membre du Conseil d'État en 1918 par le président Dartiguenave, le général s'établit à Port-au-Prince où il se retrouva bientôt en compagnie des Léon Henri Durand, Lucien Lamothe, Thomas Lechaud, Clément Magloire, Alphonse Henriquez, Georges Léger, Félix Viard et Justin Élie pour composer le groupe des Treize ou encore par dérision, «l'École de l'encensement mutuel» en opposition au «dénigrement réciproque et systématique» que pratiquaient leurs aînés.

En 1922, le général Nemours présida la très controversée séance du Conseil d'État qui aboutit à l'élection de Louis Borno à la présidence de la République. Dès son avènement au pouvoir, Borno envoya le général Nemours aux Pavs-Bas en qualité de chargé d'affaires. En 1926 il est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Haïti à Paris où il restera jusqu'en 1930. Entretemps, le général aura publié *Les* Borno dans l'Histoire d'Haïti, un livre polémique très probablement commandé par le président Borno et qui soutenait la thèse gouvernementale voulant que celui-ci fût indiscutablement de nationalité haïtienne. C'est aussi dans la même veine que le général affirmait dans Le Matin qu'il n'y avait « que les crétins hydrocéphales à ne pas comprendre que M. Borno est un deuxième Dessalines ». À la même époque, grâce à son travail opiniâtre et à sa ténacité, le général Nemours devenait l'un des historiens haïtiens les plus féconds de sa géné-

ration. Les deux tomes de son Histoire militaire de la guerre de l'indépendance de Saint-Domin gue, son œuvre maîtresse, sont habituellement considérés com me l'étude stratégique définitive de cet affrontement militaire. Il portait un culte aussi sincère que fervent à Toussaint Louver tu re dont, mieux que personne, il avait compris la portée de l'engagement militaire et le sens histori que du combat. Il se constitue alors l'historiographe de Tous saint, consacrant plusieurs ouvra ges au grand homme d'État dont une Histoire de la captivité et de la mort de Toussaint Louverture, Quelques jugements sur Toussaint Louverture, une Histoi re des relations internationales de Toussaint Louverture et une Histoire de la famille et de la descendance de Toussaint Louver tu re. Le général était de la sorte d'historien qui s'alimentait directement aux sources, qui appréciait le document inédit, qui se plaisait à explorer les archives, bref, à sortir des sentiers battus. Trop pressé cependant d'offrir au lecteur le ré sultat de ses recherches, le gé né ral lui remettait des livres spécialisés d'une indéniable érudition et de très grande valeur scientifique, mais auxquels on peut reprocher

Suite en page 14

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site. l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

LE TANGO DE LA MORT ET DE L'IMPUNITÉ

Embarqué sur un bateau qui coule, le criminel Jean-Bertrand Aristide tente de dire le droit ! « L'ignorance et la bêtise du peuple font la force du dictateur » (Djan Noritiov)

Suite de la page 1

Le criminel ne rougit pas. Par une hypocrisie dont on ne peut avoir idée en dehors de l'enceinte de l'université qui porte son nom infâme quand, deux mois plus tôt, devant un parterre de crétins sentencieux aux dents sales, Jean-Bertrand Aristide, au cours d'un discours, soutient, sans la moindre gêne, que « Ce qui se passe en Haïti est la conséquence du 'coup d'État' de 2004 ». Il s'est trompé, au moins une fois, mais laquelle? Il a oublié que la géographie n'est pas autre chose que la conséquence de la guerre et que l'ex-État Caraïbe est l'un des rares pays où l'armée a préexisté à la nation.

Malraux a souvent expliqué que c'est dans La Résistance qu'il avait découvert la Nation, et même substitué la Nation au prolétariat comme vecteur de son engagement politique. Serait-ce au travers de son engagement pour l'indépendance haïtienne que l'armée indigène a découvert la Nation ? Conséquemment, en démantelant l'institution militaire, sous l'ordre de son maitre, l'esclave Jean-Bertrand Aristide a commis le crime de lèse-nation par excellence depuis l'indépendance. Et l'on connut la suite. On imagine avec quel mépris sardonique et quelle colère sans rémission, la jeune policière, Marie Christine Jeune, refusa de presser la main à un criminel sur ordre d'Aristide, l'avocate Mireille-Durocher Bertin, le Dr Roger Lafontant et Jean-Léopold Dominique, tombés sous les balles assassines de l'ancien président, observent de l'au-delà les bavardages médiatiques et les rodomontades de l'un de ces adeptes du lynchage humanitaire!

« Université Dr. Jean-Bertrand Aristide! » Ce mot étonnera la postérité froide. On a suffisamment ironisé sur ce politicien d'un autre âge pour que je prenne au sérieux ses discours! Comme si l'Allemagne aurait eu l'indécence de subir la présence d'une Université Dr. Josef Mengele avec l'argent volé aux Juifs! Le peuple bafoué se doit de réclamer un changement de nom. Pourquoi pas Université Charlemagne Péralte?

NEW HAMPSHIRE— « On tue toujours qui l'on aime : le brave avec une épée, le lâche avec un baiser », écrivait Oscar Wilde, dans la Ballade de la geôle de Reading. Je me rappelle avoir récité ces vers, au cours de mon dernier séjour en Haïti, en pas-

sant, avec mon frère, l'avocat Gérard Georges, devant la résidence de Jean-Bertrand Aristide, à Tabarre. J'imaginais que si l'auteur avait pu nous entendre et sortir de sa tombe, loin de s'indigner de notre effronterie, de notre arrogance, il nous aurait volontiers accompagné dans nos réflexions.

J'aimerais voir, côte à côte, sur le même banc d'infamie de la Cour d'assises, Jean- Bertrand Aristide, qui ordonna l'assassinat de tant de citoyens, et Ariel Henry, le massacreur actuellement au pouvoir à Port-au-Prince. Je ne suis pas sûr qu'au poids du sang le plus coupable des deux soit celui qu'on croit! Dans la prochaine République, le premier acte de justice consisterait à juger Aristide pour crimes, non seulement contre l'institution militaire, dont je suis un fier membre, mais surtout contre la Constitution!

Quelle procédure, quelle information voulez-vous faire des entreprises et des pernicieux desseins du chef de l'organisation criminelle « LAVALAS », lorsque ses crimes sont partout écrits avec le sang d'opposants politiques, lorsque le sang de vos compatriotes a ruisselé, pour ainsi dire, jusqu'à vos pieds, par son commandement? Ne passa-t-il pas en revue, à Tabarre, avant les assassinats, les troupes de tueurs? Ne prit-il point la fuite, dans ses petites lâchetés, au lieu de les empêcher de tirer? Et l'on vous propose de le traiter avec respect, tandis que vous reconnaissez qu'il n'y avait pas d'État sous son administration, mais un état de choses ? Quel sera cet acte dernier du tyran, que de prétendre demander le jugement des nouveaux bandits de Port-au-Prince par des lois qu'il a, lui-même, détruites ? Et par quel abus de la Justice même en feriez-vous un citoyen respectable pour refuser de le traîner devant un tribunal? On ne peut point régner innocemment, parodierais-je Saint Just, la folie en est trop évidente. Aristide a toujours été un rebelle et un usurpateur!

« 7 février 1986, c'est le triomphe de la médiocrité et de la criminalité... »

Prisonnier d'Aristide, lui aussi, feu le journaliste Serge Beaulieu, dont la cellule avoisinait celle du Dr Roger Lafontant, au Pénitencier national, confia à l'avocat Gérard Georges qu'il a vu et reconnu le tueur qui assassinait l'ancien ministre de l'Intérieur de Jean-Claude Duvalier, alors qu'il était aux ordres de la Justice, une Justice aux ordres des bandits de l'ordre! Il venait de Tabarre. C'était un protégé du président

d'alors. L'inviolabilité d'Aristide n'est point étendue au-delà de ses crimes et de son retour au désordre constitutionnel; ou si on le jugeait inviolable après, si même on le mettait en question, il en résulterait qu'il n'aurait pu être déchu en 2004, et qu'il aurait la faculté de fusiller à « guichet fermé » sous la responsabilité du **peuple** et d'une justice aux ordres de l'Exécutif héréditaire. L'histoire de l'Haïti post-duvaliérienne, c'est l'histoire du tango de la mort et de l'impunité; c'est aussi l'histoire des crimes sans lendemain d'Aristide! Le petit père de Saint-Jean Bosco était devenu criminel et il continue de l'être. Il est criminel de ne pas lui arracher ses défenses cariées et mettre à nu la plante de ses petits pieds. Qu'il ne puisse plus marcher sur les lois de ce qui reste de la République. C'est là l'abus. C'est là la conséquence négative du coup d'État raté de 2004.

Histoire inverse. L'effondrement du régime des Duvalier aurait pu être l'un des plus fascinants événements politiques des années 80. Il ne l'a pas été. Ses organisateurs sans imagination—les Gérard Gourgue, les Grégoire Eugène, les Hubert de Ronceray, les Sylvio Claude, etc.—, pétris de bonne conscience et de douteuses arrière-pensées, ses accusés, ses nouveaux démocrates et humanistes patentés médiocres flottant dans leurs crimes trop grands pour eux, les uns et les

autres se réclamant de la même morale, ne l'ont pas voulu. Pas de différence entre criminels, juges et procureurs.

L'horreur fut d'accepter le duvaliérisme sans Duvalier. Puisque, ce fut Jean-Claude Duvalier, lui-même, qui forma le Conseil national de gouvernement (CNG) et choisit ses ministres avant de s'envoler pour son soi-disant exil.

Les journalistes et les artistes en sont absents. Pas d'accusé comme Gilles de Rais assumant tous ses actes. Pas de procureur comme Saint Just jetant le masque de la légalité, même pas la sombre beauté des procès de Moscou où tout le monde mentait, mais en cohérence implicite avec une morale folle.

L'approche de la démocratie fait souvent grandir les hommes; en Haïti, elle les rapetisse tous. 7 février 1986, c'est le triomphe de la médiocrité et de la criminalité, les plus grands crimes commis dans l'ancien État caraïbe y ont été évoqués pour rien. Le chef historique de LAVALAS, dont les crimes valaient bien ceux d'un SS, ne les assume pas dans toute leur horreur, ainsi que l'a prouvé son récent discours honteux à UNIFA (Université de la Fondation Aristide). Le criminel ne rougit pas! Il est temps qu'il rejette la responsabilité de ses crimes sur personne d'autre que lui-

Napoléon comme de Gaulle étaient les héritiers de Clovis et de

Robespierre, car l'un comme l'autre assure, dans son ensemble, le passé de la nation française. Faire commencer Haïti en 2004 est aussi absurde que de nier l'apport de l'Armée indigène à la conscience nationale. Mais nom d'un chien, la politique, ce n'est pas un objet de foi! C'est l'art de partir des réalités pour essayer, tant bien que mal, de les transformer.

« Je ne suis pas malhonnête », dit l'escroc Aristide

« Justice », « démocratie », » liberté », « peuple » transpirent à travers les discours du Grand Inquisiteur de Tabarre, ces jours-ci. Celui qui, par sa cruauté sans retenue, a poussé Haïti au suicide, tout en se gargarisant de ces mots-là, est un adepte de la « dénégation », ce phénomène psycho-analytique bien connu suivant lequel on proclame que l'on n'est pas ce qu'on est, pour mieux faire oublier qu'on l'est (« Je ne suis pas malhonnête », dit l'escroc Aristide).

Voyez-vous! Le serial killer, puritain, lui, pratique la dénégation. Il proclame qu'il n'est pas ce qu'il est pour mieux le faire oublier et l'oublier lui-même. Tout en formulant ses désirs refoulés, il s'en défend et nie qu'ils lui appartiennent.

Ici se rejoignent, aux antipodes de tous les totalitarismes, l'expérience de l'ancien vicaire Suite en page 5









INSCRIPTIONS OUVERTES

Nos professeurs sont formés pour travailler avec et fournir un soutien aux étudiants dont la langue maternelle n'est pas l'anglais. Des services de traduction sont également disponibles pour tous les parents qui en font la demande.

Nous offrons des programmes et des services d'éducation spécialisés dans le bâtiment de l'école ou dans un cadre déterminé par le Comité de l'éducation spéciale du district.

Riverton Street Charter School est une école publique sans frais de scolarité située au 118-34 Riverton Street, St. Albans, NY.

CLÖTURE DES INSCRIPTIONS LE 3ER AVRIL 2023

Pour postuler, appelez le 718-481-8200 ou visitez RivertonStreetCharterSchool.org

LE TANGO DE LA MORT ET DE L'IMPUNITÉ

Embarqué sur un bateau qui coule, le criminel Jean-Bertrand Aristide tente de dire le droit ! « L'ignorance et la bêtise du peuple font la force du dictateur » (Djan Noritiov)

Suite de la page 4

re de Saint-Jean Bosco et celle du médecin. Dans cet ancien État caraïbe, Ariel Henry ne joue pas la rupture mais, au contraire, la continuité. Mais comme l'attention médiatique ne peut pas se concentrer sur deux génocides à la fois, on en reste aux responsabilités actuelles et tout le monde se retrouve pour accuser les États-Unis de complicité.

Le **Génocide** a été officiellement défini comme crime lorsque l'Organisation des Nations Unies a adopté, le 9 décembre 1948, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Selon l'article II de ladite convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ciaprès commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial, ou religieux : meurtres de membres du groupe, atteinte grave à

l'intégrité physique ou mentale de que des crimes ont lieu sous l'acmembres du groupe. que des crimes ont lieu sous l'actuel gouvernement-bandit. Mais

Dans l'ordre politique comme dans l'ordre juridique, on bascule dans le totalitarisme quand on se pose en détenteur exclusif de la morale. Prenez le cas de l'organisation criminelle LAVALAS et de l'assassinat du docteur Roger Lafontant dans sa cellule au Pénitencier National, cependant qu'il était aux ordres de la « Justice », sans oublier le meurtre de la jeune policière, de Marie Christine Jeune qui refusa de presser la main à un criminel sur ordre d'-Aristide, de l'avocate Mireille Durocher-Bertin, de Jean-Dominique et de milliers de citoyens brûlés vifs, parce qu'ils n'appartenaient pas à la tribu du Grand Inquisiteur. Nul ne peut nier que Jean-Bertrand Aristide a enclenché dans l'ancienne Perle des Antilles ce qu'il appelle, aujourd'hui, en cachant le visage, les « crimes issus du colonialisme ». Bien sûr

que des crimes ont lieu sous l'actuel gouvernement-bandit. Mais pourquoi ne parle-t-on que d'eux? Et le *génocide perpétré par l'ancien prêtre des bidon-villes?* Cela n'existe donc pas? Pas plus en Haïti qu'ailleurs, le fait de fermer les yeux sur les



Dr Jacques Raphaël Georges

crimes d'un politicien pour se focaliser sur ceux d'un autre n'est une solution pour bâtir un avenir équilibré!

Et voilà que, justement, embarqué sur un bateau qui coule, l'ancien président-criminel tente de dire le droit. Mais peut-on juger l'héritage du naufrage de la nation à l'aune exclusive du régime-bandit au pouvoir à Port-au-Prince ? Évidemment non ! Ce serait aussi absurde que de passer par profits et pertes les crimes d'Aristide, au nom de la marche en avant de la raison en Histoire!

Nous vivons sous le règne de la dictature médiatique tirée de l'actualité contre les leçons de l'histoire, forgées dans la durée. On a découvert, en 2004, le coup d'État raté contre le gouvernement bandit d'Aristide - il n'y avait pas d'État! Mais on oublie qu'avant, pendant, et après son arrivée au Palais National, avec une cruauté sans retenue, le nouveau président distribuait la mort à la tonne. Le Grand Inquisiteur adorait immoler ses victimes sur l'autel de la démocratie, quand il ne les offrait pas en sacrifice à une divinité, que le prédécesseur de M. Clinton, le Président George Herbert Walker Bush, dans l'une de ses interventions à la télévision, eut à dénoncer les crimes sans lendemain du chef de LAVALAS comme les plus sadiques depuis François Duvalier.

Dans cette Haïti où les mitraillettes des bandits chantent des chansons funéraires, c'est Jean-Bertrand Aristide qui a le premier fait du crime la base de sa faction politique LAVALAS et réservé à un groupe restreint d'assassins et de voleurs le privilège de l'humanité et refusé, en conséquence, aux autres les droits de l'homme, y compris le droit de choisir leurs

propres représentants.

La première manipulation que nous devons dénoncer est celle qui fait du crime contre les Forces Armées d'Haïti et des crimes contre les non-lavalassiens de simples bavures, alors qu'il s'agit de crimes d'État.

A Nuremberg, les démocraties américaine, française, et anglaise ont condamné les crimes abominables du Nazisme que seuls des fous peuvent nier, mais ces démocraties, elles-mêmes, en 1994, ont retourné au pouvoir, à Port-au-Prince, l'organisation criminelle LAVALAS en vue de continuer à commettre les crimes les plus sadiques de l'histoire du pays. Les commanditaires de ces assassinats, qui continuent d'exercer leurs fonctions aux plus hauts niveaux de l'ancien État Caraïbe, n'auraient pas admis qu'il en soit autrement. Ils ont, pour parler comme La Bruyère, « une vaste prévoyance et une *longue expérience* ». Nos grandes démocraties n'ont que faire de l'honneur ; elles préfèrent traiter les peuples comme on traite les rongeurs.

Comment des Haïtiens culti- jacquesrgeorges@gmail.com

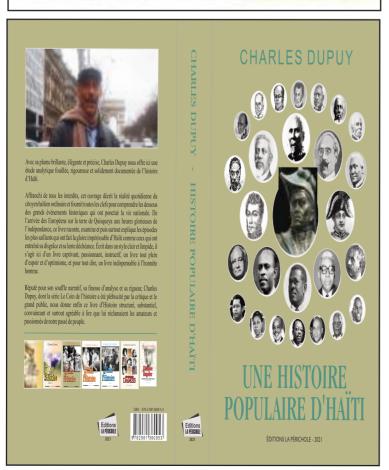
vés et apparemment raisonnables ont-ils pu en arriver à se dresser contre leur patrie aux côtés d'Aristide ennemi déclaré de la Nation? C'est sans conteste, parce que leurs convictions politiques les avaient amenés à conclure au caractère absurde, néfaste et inutile de la « présidence à vie » des Duvalier. Les partisans d'Haïti libre, devant l'ampleur du mouvement d'opinion, perdaient aussi moral et sang-froid.

L'humanitaire, en soi ne veut rien dire! C'est un principe abstrait. La seule chose concrète, ce sont les hommes et les situations dans lesquelles se trouvent ces hommes. Or, le seul instrument connu, à ce jour, pour régler les problèmes des hommes, c'est la politique. Il n'y en a pas d'autres.

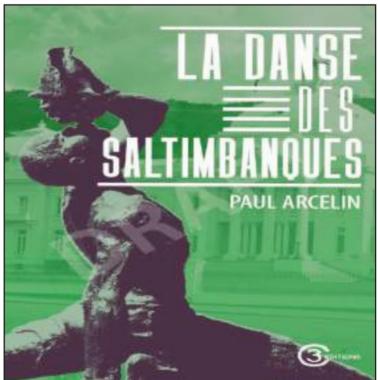
Nous sommes dans une situation où toutes les portes se ferment, les unes après les autres, devant ceux qui ne pensent pas droit. Eh bien nous, nous avons mis le pied à la porte. Et nous ne sommes pas près de le retirer!

* Dr. Jacques-Raphaël Georges, DAV











Kreyòl-

GRENN PWONMENNEN

Anfen, pèp la resi bouke, epi Mouvman Bwa Kale declare!

Gen lontan n ap di sa, sa parèt nan editoryal jounal la plizyè fwa: Se pou pèp la pase alaksyon, paske se sèl fason pou yo jwenn kanpo ak tout klas gang, gang ak sapat tankou gang ak kravat. Enben, sanble nou rive nan Kalfou Tenten nou te toujou ap pale a.

Jan sa te rapòte nan jounal semèn pase a, depi sou premye gwo atik anlè nan premye paj la, an franse, epi nou te bay kèk detay ann angle nan paj 4, se Léo Joseph, direktè jounal la, ki gen rezon lè l te ekri: « Il semble qu'il ne soit pas loin le temps de dire ' la peur a changé de camp! »

Nou deja okouran pouki sa 1 te di sa. Sè ke nan lendi, 24 avril la, pèp souvren te rape youn gwoup bandi nan men lapolis ki te arete yo nan zòn Kanape Vè (Canapé Vert) nan Pòtoprens, pandan yo te nan youn ti otobis, sou wout pou al pote konkou bay lòt konapayèl yo. Paske depi vè 2 a 3 zè nan maten jou sa a, gang te deja anvayi zòn Debisi (Débussy), Pacot (Pako), Boudon (Bourdon), Tijo (Turgeau) nan kapital la. Se zòn kote sitwayen ki pi alèz yo abite, kivedi yo t ap pare pou fè zòn nan tounen youn lòt Matisan, kote se gang ki an kontwòl depi premye jen 2021. Okontrè, gen mounn ki te gentan kouri kite lakay yo pou yo pa t al nan peyi san chapo, la devan pòt lakay yo.

Epi se konsa Mouvman Bwa Kale a vin parèt

Enben, gen youn bagay nou t ap tann depi lontan ki fèt, ki vin chanje sitiyasyon an. Avèk zam pa yo, tankou manchèt, kouto, rach, wòch, pèp la te pran bandi yo nan men lapolis, yo bay mesye yo sa yo te merite. Apre pèp la te fin touye yo, se trennen yo te trennen mesye yo atè tankou vye sak al lage sou youn touf dife yo te prepare ak vye kawotchou. Kwake bagay la efreyan anpil, direktè a te fè youn eksepsyon fwa sa, li te bay foto a sou premye paj jounal la. Mounn ki gen Ayiti-Obsèvatè semèn pase te byen wè eskandal la, si vo te gen kè pou gade l.

Bri kouri, nouvèl gaye, menm jou 24 avril la, mounn nan diferan zòn te gentan gen komite katye yo ki t ap prepare, san pale anpil. Enben yo te pase alaksyon. Selon premye rapò ki te bay, se 31 bandi ki t al nan peyi san chapo menm jou a. Epi se pa sèlman nan zòn Pòtoprens mouvman an pran. La tou nou tande se *Mouvman Bwa Kale!*

Gen mounn ki di se *Mouv-man Bwa Kale* tou limen ak dife nan dèyè yo. Pa gen jwèt ankò,

lagè gang yo te kwè yo te louvri pou yo fin ansèkle Pòtoprens la vin tounen lagè ke pèp la deklare kont yo. Jan pawòl la di « À peine si les plus justes seront sauvés ».

Bagay yo vrèman grav e sa kòmanse pran youn lòt direksyon. Nan mèkredi, 26 avril, nou te sezi wè youn foul mounn nan Sen Mak ki te pran lari ansanm ak polisye pou di yo bouke ak kesyon gang sa a. N ap mache pran yo. Epi sanble mesaj « *la peur a changé de camp* » an kòmanse bay rezilta. Selon rapò nou resevwa, semèn ki sot pase a se premye fwa depi kèk mwa, menm lane, nou pa tande gen



Aryèel Anri mande pèp la pou renmèet lapolis bandi yo kenbe. Eske y ap obeyi l.

kidnaping ki fèt. Si gen mounn okouran de youn kidnaping depi 24 avril la, mwen ta renmèsye yo si yo voye fè m konnen kibò sa te fèt. Nou konn e-mail mwen : raljo31@yahoo.com.

Nan jedi, se pèp nan Kafou Fèy, la nan Pòtoprens, ki te pran lari ap chante « Bwa Kale a dèyè yo », epi lapolis te devan kòmsi ap ba yo pwoteksyon. Jan nou wè l la, sanble se youn asosyasyon lapolis ak pèp la ki pral bay youn kanpo nan peyi sa a. Li te lè li te tan pou sa te fèt, paske depi Ariel Henry (Aryèl Anri) pran pouvwa a nan dat 20 jiyè 2021, se pa pakèt gang yo touye polisye. Rive 31 janvye ane sa a, te deja gen 78 polisye ki te ansasinen. Depi dat sa a, gen 2 douzèn polisve ki tonbe anba bal bandi ame yo. Kivedi nou pase 100 polisye ki pèdi lavi yo sou gouvènman Doktè Anri a. Alò, se tou natirèl pou lapolis met tèt yo ansanm ak pèp la pou regle kesyon gang nan. Si n ap tann pou se Aryèl Anri ki pou fè kwak se swa, n ap pèdi tan, e anpil sitwayen òdinè mete ak polisye va gentan mouri. Pito lakwa al devan pòt bandi yo pase yo vin devan pòt pèp la ak polisye.

Mouvman Bwa Kale pa sèlman pou bandi a

sapat, men pou bandi a kravat tou

Kòm nou di 1 deja, « la peur a changé de camp! » Vwala ke selon sa nou li sou entènènè la, Mouvman Bwa Kale a pase youn lòd pou apati jedi sa a, 4 me, pèp la pa aksepte pou machin vit tente, —ann di sa pi klè, machin ak vit nwa — pa ka sikile nan kominote yo. Y ap pran sa ak kout wòch, paske se nan machin konsa gang yo sikile. Gen otorite ki konn gen machin vit nwa tou. Fòk yo pran tout dispozisyon pou sa chanje byen vit, paske machin vit nwa se kòm paspò lanmò. Apre mounn yo fin kraze vit yo, si mounn andan machin yo vivan toujou, nou pa kwè y ap vivan pou lontan. Menm si yo ta vivan toujou, kout wòch ap fini ak yo. Larivyè avèti pa touye kokobe.

Bagay yo ka rive youn fason pou se pa sèlman bandi ak zam ki ka viktim. Kisa nou konprann de youn prezidan ki te rele tèt li « Bandi lgal ». Ak chapo sa a, li vòlò mezi kont li, li vin miltimilyonnè, pitit li milti-milyonnè, bòfrè 1, frè madanm ni, miltimilyonnè, sitou nan trafik dwòg. Bon zanmi l, ki te gen restoran nan Petyon-Vil, kote w te ka jwenn « Bandi Legal » la byen souvan, se te chèf gang. Msye milti-milyonnè tou. Antretan, pèp la ap mouri anba gragou, lamizè ap fini ak yo. Men sa se twòp atò!

Asireman nou konnen de kilès m ap pale. Men pou m pa kite okenn dout nan tèt pèsonn, m ap di byen klè se de Michel/ Mi chael Joseph Martelly (Mateli), Bandi Legal, m ap pale. Se li menm ki te kòmanse òganize tout ti bandi yo, ansanm ak Pre mye Minis li a, Laurent Salvador Lamothe (Lamòt). Kounnye a, yo vin tounen gwo gang, ki fè sa yo vle, ki mete peyi a tèt anba. Piske nou lonmen non Mateli, fò m di bofrè l la se Charles Kiko

Legal la pa parèt nan lis Abinader a. Èske se paske li te gen tit prezidan tankou 1? Epi prezidan gendwa fè sa yo vle ?

Antouka, kòm pèp la lanse *Mouvman Bwa Kale* a kont gang ki lakòz mounn mouri an kantite, epi mete dlo nan je anpil fanmi, se pou yo tou pase pran gang a kravat yo ki responsab pou bann ti bandi ki vin tounen gwo gang jodi a.

Kisa pou yo fè ak Bandi an chèf la ?

Antouka, jan sa ap dewoule kounnye a, èske pèp la ka fè paspouki pou sila a ki pase kòm prezidan, anplis ke 1 se Premye Mi nis defakto, sèl chèf siprèm ann Ayiti? Èske msye pa gen dizon 1 avèk gang yo tou? Pèsonn pa ka fè m kwè òtreman. M ap bay youn sèl egzanp pami plizyè lòt pou m montre ke gen konfyolo ant gang a sapat yo ak gwo chèf la, ke nou ta ka rele gang a kravat.



Derilyen Emaniel, youn polisye nan Senlwi di No pran nan Bwa Kale.

Di m, mezanmi, ou se sèl chèf ann Ayiti, men depi anvan ou te monte chwal Leta a, gang te pran Matisan pou yo nan dat premye jen 2021, pandan bandi yo ansasinen an te prezidan. Men depi w monte a, ou pa janm leve youn ti



Nan pliziè katye, nan Potopresns, jenn gason ap pronmennen chache bandit.

Saint-Rémy, frè Sophia (Sofya), madanm Bandi Legal la. Epi lòt konpè nan restoran Petyonvil la, se Woodley Ethéart, ke tout mounn konnen sou non Sonson Lafamilia. Vwala ke prezidan dominiken an, Luis Abinader, te mete non 2 dènye mesye sa yo sou lis mounn ki anba sanksyon, ki pa ka met pye Repiblik Dominikèn. Men non gwo Bandi

dwèt kont gang Matisan yo. Ou menm admèt ke w pa vrèman an kontwòl tout peyi a, paske gang yo anpeche w egzèse pouvwa w jansadwa nan 4 Depatman sou 10 ki gen nan peyi a. Ou pa ka deplase nan vwati pou al nan Depatman Sid, Grandans, Nip ak Sidès. Menm la a nan pwòp Depatman Lwès la, kote w sanse gen pyetatè w, menm lè w pa ka

al nan biwo ofisyèl ou sou Bi santnè a, ou pa ka met pye w nan Leyogán, Grangwav ak Tigwav, byen ke tout 3 gwo vil sa yo sanse sou direksyon Pòtoprens.

Sitiyasyon an vin anpire, paske se pa sèlman nan Gran Sid peyi a ou pa ka met pye. Depi kèk tan gang yo pran wout nò a tou. Tout mounn tande sa k ap pase nan Kanaan, kote gang gen tarif pou chofè peye anvan yo ka kite yo pase. Sa youn ti sans miyò sou wout pou al nan Plato Santral ak Repiblik Dominikèn, an pasan pa Kwadèboukè. Men de tanzantan nou tande kidnaping fèt sou wout sa a, menm youn diplomat dominiken yo te kidnape. Asireman, antan ke Chèf Siprèm ou pa ka pran chans kite Pòtoprens ke yo ba w pou prizon w. Men sa pa nui w. Sandout paske se asosye w yo k ap boule.

Enben Mouvman Bwa Kale deklare pou tout bandi, osnon gang, kit ou te konn mache ak gwo zam, fè kidnaping, kit ou te chita lakay epi w te voye lòt fè travay la pou ou. Jan pèp la deside a epi laplipa polisye dakò ak yo, se pral youn rache manyòk jeneral. Ou pa ka konte sou Blan yo ankò, paske y ap jwe youn jwèt ipokrizi. Sa m wè pou bandi ak gang ann Ayiti, tout klas ladan yo, Antwán nan Gonmye pa wè l! Konmisyon pa chay. M ale wi! **TiRenm/**

Grenn Pwonmennen 3 me 2023 raljo31@yahoo.com





HAPPENINGS!

Continued from page 1

the headline in its Sunday, April 30, edition blares it out: 'It's hell': vigilantes take to Haiti's streets in bloody reprisals against gangs."

To back that headline, *The Guardian* shocks the readers with this description: "Armed civilians dragging bodies through the streets. Smoldering corpses. Young men with machetes chasing suspected gangsters they planned to kill."

This is based on an interview with well-known human rights activist Vélina Charlier, who is horrified by what she has experienced. She says: "I've seen enough dead people for many lifetimes. Since Monday (April 24), if you get killed, you get burned. It's kill, burn, kill, burn ... It's nothing I would want anyone else to witness. It stays with you ... It's hell, you know?"

The mayhem corroborated by other sources

Last week, the *Haiti-Observateur* had a picture on front page which attests to Ms. Charlier's horror and the headline read: "At least 14 bandits killed and burned by the population." And this subtitle: "Assuming their own protection, the community brigades are mushrooming."

And the article asserts that "Fear has changed camp." Now it's the gangs seeking protection against the population that has had enough. This shouldn't be a surprise because for some time, may voices have been heard yelling: "Nou bouke!" (Creole for "We're tired.")

What finally unleashed their anger was a gang attack that began around 2 am that Monday, at Debussy, and spread to Pacot, Bourdon, Turgeau and Canapé Vert, all of them middle class neighborhoods of Port-au-Prince. This time, the police responded to

calls for help, and by daybreak they had stopped a minibus in Canapé Vert, with some mean looking armed young men who were immobilized before they could use their weapons.

When people heard of the arrest, they descended on the police precinct. With their makeshift weapons -revolvers, machetes, knives, stones and whatnot, they took matters into their own hands. They beat, chopped and dragged the corpses of the young men that were dumped on a hurriedly erected bonfire made of old vehicular tires. The 14 would-be bandit "soldiers," who were about to reinforce their colleagues already in action in several neighborhoods, disappeared so horribly—forever! That's the horror of which Ms. Charlier speaks.

Community brigades outnumber the gangs, with deadly results

All of a sudden, in various other neighborhoods, the local brigades went into action. In total, it's reported that 31 alleged gang members lost their lives that day, and total war has been declared on the gangs, many of them meeting karma.

Imagine that more than 100 police officers have been killed by gangs since the de facto Prime Minister Dr. Ariel Henry assumed his role on July 20, 2021. Not to forget, he was named to his post by the syndicate of Western diplomats in Port-au-Prince called the CORE Group. We mention the police victims because they are the ones who should be protecting the population. If they can't resist the gangs, the population is left at their mercy. Consider that in the first quarter of this year alone, the United Nations reported 530 people killed, 300 injured and 277 kidnappings, and the gangs are said to control 90% of the capital with a population estimated at 3 million.

Therefore, the reaction of the people, whether they're called *vigilantes*, is understandable. Since the people's awakening on April 24, there was no gang activity reported until last Sunday (April 30), when two passengers in a bus, including a lady, were reportedly kidnapped in Martissant, the suburb south of Port-au-Prince under gang rule since June 1st 2021.

This has prompted the statement appearing on the social networks, as well as in some publications to the effect that "fear has changed camp." Now, the gangs, especially around Port-au-Prince, are looking for shelter away from



Vélina Élysée Charlier

the capital. For example, it's reported that the greatly feared gang leader Vitelhomme Innocent, of Kraze Barrier (Tear down the barriers) has a big headache, as his "soldiers" disappear. He operates in Torcelle and in Tabarre, communities that are in the surroundings of Port-au-Prince. He was implicated, with the 400 Mawozo gang in the Croix des Bouquets area, in the kidnapping, in October 2021, of 17 Christian missionaries. Last January, the FBI made a \$1 million offer for his capture. Now, he fears the anger of the people.

Meanwhile, the loosely organized anti-gang movement "Bwa Kale," a crude way of saying "Fuck'em," is taking hold, with the latest order to attack all

vehicles with tinted windows, because the gangs travel in such vehicles. But some government officials also use vehicles with tinted windows. Mechanics stand to benefit as a campaign to change tinted glasses on all the vehicles

Anti-gang demonstrations are becoming the norm. Last Wednesday, April 26, a well-attended people demonstration, with police protection, was held in St. Marc, in north central Haiti. On Thursday, April 27, it was the turn of those in Carrefour Feuilles, a Port-au-Prince community to crowd the streets, still with police protection.

As it is, an alliance is being developed between the people and a sector of the police, both of whom have suffered so much from the gangs, as already mentioned. This is a dangerous development for top officials of the government, including the Prime Minister, who has acted as if he were in cahoots with the gangs. We often point to what has happened in Martissant, the Port-au-Prince gateway to the four departments of Haiti's Greater Southern region. As previously stated, Martissaant has been under gang control since June 1st 2021, and the neurosurgeon-turned-Prime Minister has not lifted a finger against them, nor does he denounce them.

The regime's Minister of Justice and Public Safety, Emmelie Prophète Milcé, recently stated that she wouldn't venture pass Martissant, and called on the people to use what weapons they have to defend themselves. Therefore, we could say that the people are heeding her advice by taking matters into their own hands!

The role of the international community in Haiti's plight

Such is the situation in Haiti, as the Security Council of the United Nations met last Wednesday, April 26, to mull over the decision on what to do in Haiti. Maria Isabel Salvador, the new representative in Haiti of the U.N. Secretary General, who replaced Helen Ruth Meagher La Lime, was giving her first report about Haiti to the Security Council. After painting a dire situation, she made a fervent plea for a specialized international force to help solve the gang crisis in Haiti. There has been no positive res-

Interestingly, the Soviet Federation, currently presiding the Security Council, was joined by China, another important member, in accusing the United States of being responsible for the illegal weapons used by the gangs in Haiti. In other words, the U.S. manufacturers of the instruments of death are profiting from the slaughter of the Haitian people. Similarly, though, massacres are reported regularly in the United States, to the delight of the gun manufacturers and their lobby, with the National Rifle Association (NRA) in the lead. Wouldn't that mean that the leadership in the U.S. deserves to hear the people howling for gun control?

Hopefully, legal action against the U.S. arms manufacturers filed by the Mexican government will have some effect in stopping the massacres of our populations. Interestingly, several other Latin countries and those of the Caribbean community have joined Mexico in its action. Haiti, however, is an exception. Doesn't that prove that the current ruling leadership in Haiti is complicit in the slaughter of the people, who have no recourse but turning into *vigilantes* to protect themselves?

In the final analysis, neither gangs, nor vigilantes can be considered a solution for the country. But as long as corruption and impunity define the ruling class in Haiti, there cannot be a lasting solution. For the French problem aptly states: "The fish begins to rot at the head!" Therefore, no reform is possible with a rotten head like Ariel Henry. And those who continue to support him are complicit in the downfall of Haiti! **RAJ**

3 May 2023



Livres en folie ou la folie des livresques.

Par Garaudy Laguerre

Commençons par reconnaitre que la lutte des classes et la lutte des clans en Haïti, se jouent dans toutes les sphères, politiques, économiques, sociales et culturelles et pourquoi pas, sur la scène de Livres en folie. La folie de certains qui croient qu'on ne devrait en aucun cas contester un auteur ou une instance organisatrice comme le comité de Livres en



Garaudy Laguerre

folie, sous prétexte qu'il s'agit de livres et de littérature, et que le pays a besoin d'unité, est une proposition aussi trompeuse qu'indécente.

Avec cette logique, dans quelques années, nous pourrions nous faire accompagner de nos petitsenfants pour obtenir une signature des chefs de gangs, tels que Izo, Vitelhomme ou Jimmy Chérizier, alias Barbecue, à l'entrée de Valerio-Canez, ou de l'ambassade américaine.

Si nous sommes arrivés à ce point aujourd'hui, c'est bien parce qu'il y a eu des responsables du pays qui ont fait des choix – de mauvais choix – et dans certains cas, des choix criminels et antinationaux, tels que la réception et le stockage de déchets toxiques dans nos ports qui ont causé un nombre incalculable de mort-nés, de handicapés, et j'en passe. Personne n'a été poursuivi et l'État haïtien a dû consentir à financer la majeure partie des frais de rapatriement de ces déchets, 12 ans après. Comment justifier de laisser impunis des responsables, sous prétexte que la situation du pays à laquelle ils ont contribué, soit devenue si grave que l'urgence se trouve ailleurs que dans une logique de reddition de compte?

Mais, hélas, les textes portant sur la polémique concernant la participation de l'ex-général président, en tant qu'invité d'honneur à Livres en Folie, ne racontent pas toute l'histoire. Le comité et ceux qui le défendent, ainsi que les partisans du général sont surtout d'avis que les intellectuels signataires de cette pétition, n'ont pas la crédibilité pour le contester.

Car eux aussi, ont par le passé, travaillé et agi contre les intérêts de la nation.

Ils font une référence à peine voilée à la période allant de 2001 à 2004, lors du boycottage du 200ième anniversaires de l'indépendance, par la plupart de ces mêmes intellectuels signataires de la pétition anti-Avril. Ainsi, nous voyons se former deux camps pour ou contre Avril.

Et c'est là une particularité de l'échiquier politico-social et culturel du pays qui pourrait donner lieu à un débat intéressant sur le passé politique haïtien, sur les leçons apprises pour comprendre le présent et porter un éclairage sur l'avenir. Malheureusement, le "débat" actuel ne se résume qu'à des formules faussement progressistes, des accusations lapidaires et des reproches à demi-mots.

Certains textes, comme celui d'Henri Piquion, pour rappeler l'unité et la collusion des deux camps par le passé, se sont même laissés emporter par la tentation toujours présente de vouloir continuer à blâmer Aristide pour tout le mal du pays. Pourquoi? Parce que, en 2004, la majorité de ce beau monde livresque et les infréquentables, étaient tous dans le même camp. En effet, les écrivains, artistes, cinéastes, intellectuels de tous bords, côtoyaient les indésirables qu'ils dénoncent aujourd'hui, pour la cause contre Aristide, et le boycott du 200e anniversaire de l'indépendance. C'était le moment des réconciliations pour les besoins de la cause : entente entre K-Plim et Prosper Avril; dédicace de Georges Anglade à Prosper Avril; accolades entre intellectuels et Guy Phillipe; alliances entre les ambassades représentant les puissances étrangères et les intellectuels de gauche — d'extrême gauche même —; lune de miel entre le secteur des affaires et les « politiciens » qu'ils accusent aujourd'hui d'être responsables de tous les maux du pays. Il fallait bien rassembler tous ceux qui pouvaient être contre la nation.

Le texte cité plus haut n'a pas manqué de rappeler la fameuse phrase, en réalité creuse, d'Aristide, en réponse aux rumeurs de coup d'État imminent : « Ba yo sa yo merite », comme étant au même rang des actions les plus désastreuses pour le pays. La dénonciation de ce slogan, insinue, également, que personne ne mériterait de punition, pour les torts causés aux masses populaires et au pays. Surtout pas Prosper Avril.

Bien sûr, cette phrase est peu diplomatique, de la part d'un président en fonction. Admettons toutefois que c'était bien dans un contexte difficile, et demandonsnous sérieusement si les responsables des assassinats, les massacreurs, les kidnappeurs, les assassins de président, les auteurs de coup d'État, ceux qui arment et financent les gangs et les escadrons de la mort, ceux qui ont dilapidé les fonds publics, devraient tous rester impunis. Et ce, même dans le cadre de l'établissement d'un « État de droit » ?

Il paraît que pour certains intellectuels, quand les masses sont victimes et que le pays meurt, c'est naturel, acceptable. Un fait divers dont personne n'est responsable. On nous dit que c'est la réalité du pays, que les Haïtiens sont intolérants, qu'ils sont sous-développés, que c'est le pays le plus pauvre de notre hémisphère.

Mais quand il faut exposer, dénoncer ou punir ceux qui y ont contribué, à ce moment-là, selon certains de nos compatriotes et bourreaux, c'est de la vengeance. Or la vengeance, surtout celle, populaire, ne peut être que condamnable. Du jour au lendemain, nous devrions être le flambeau de la démocratie, le berceau des principes juridiques et du droit, et faire nôtres toutes les règles d'éthique. Une exigence historique faite aux victimes et à nos peuples opprimés. On fait encore passer Dessalines pour le « vilain » qui a « koupe tèt, boule kay », en feignant d'oublier qui a commencé par brûler Boukman et qui a coupé la tête de Makandal!

Oui, il est souhaitable de voir l'avènement d'une société de droit, plus juste et équitable, mais en attendant, pour y arriver, ne faudrait-il pas trouver un moyen de nous débarrasser de nos fossoyeurs? Ne sommes-nous pas en train de demander à la communauté internationale de venir infliger aux gangs et bandits armés «sa yo merite » (ce qu'ils méritent), ce que nous n'avons pas le courage de faire nous-mêmes?

Cette phrase de 1991, « Ba yo sa yo merite » était devenue le cri de bataille de ceux qui voulaient justifier un bilan de cinq mille morts, après sa prononciation. Aujourd'hui, aux yeux de certains, elle est encore condamnable plus que tout, comme l'âne qui a mangé l'herbe d'autrui, dans cette fable d'Esope, attribuée à Lafontaine.

Il devient difficile, dès lors, d'avoir un débat relatif à une question sérieuse portant sur l'état de la nation et la voie à suivre, car personne ne voudrait accepter ses erreurs passées. On souhaiterait plutôt se blanchir, espérant que l'autre regarderait dans la direction opposée, avec un silence complice. Sinon, trouver un «ennemi» commun.

Il est également curieux qu'aucune des communications mentionnées ne fasse référence au fait qu'Avril était, de toute évidence, un agent de l'international, et qu'il ne s'était pas trop soucié du peuple haïtien, voire des intellectuels. Mais, puisque tout le monde a eu sa séance de collaboration avec l'international, pour notre malheur, ils ont convenu, à l'unanimité, tout au moins dans leurs discours, que l'international était un « allié incontournable ». Voilà, ce que Serge Gilles disait, il y a environ 20 ans, en faisant alors uniquement référence à la France. C'est maintenant devenu le discours de tous; et ce sont tous les pays dits « *amis* » d'Haïti, qui sont devenus « incontournables».

Sans vouloir entrer dans les détails des crimes ou d'actes de trahison à la nation de chaque camp, dans cette affaire de «Livres en folie », il faut admettre néanmoins qu'il ne pourrait s'agir de mettre sur la balance morale, uniquement des crimes violents ou de gouvernance ignorant les crimes/actes intellectuels tout aussi antinationaux et destructeurs que les faits qu'on pourrait reprocher à un général-président.

On ne peut ignorer une dénonciation qui est juste, parce qu'elle est faite par des personnes qu'on accuse de manquer de crédibilité.

L'argument, à savoir, si on s'oppose au choix du général Avril et de son livre aujourd'hui, « (...) demain on les empilera sur la place publique pour les bruler en dansant autour du bucher », est, à mon avis, fait pour choquer les faibles d'esprit. L'argument est extrême, farfelu et ridicule. L'image elle-même est lamentable, car elle trouve son origine dans les pratiques culturelles des Autochtones des Amériques avec toute la charge négative véhiculée, entre autres, par Hollywood.

Dans tous les pays du monde, même ceux réputés les plus «démocratiques », des intellectuels se sont opposés à la promotion de certaines personnalités politiques, tentant de se convertir en intellectuels-écrivains, après avoir commis des atrocités, des forfaits préjudiciables ou moralement répugnants envers leurs populations ou celles d'autres pays. Ce fut le cas pour l'ancien ambassadeur américain aux Nations Unies Jean Kirk Patrick, qui fut l'invitée d'honneur de Columbia University, pour débattre sur le thème «Iran revisité », en référence au scandale « Iran-Contra Affair » dans lequel elle a été impliquée dans les années 80. Les Américains vendaient des armes secrètement à l'Iran, alors que ce dernier était officiellement sous embargo. Ils faisaient acheminer les fonds de ces ventes, ainsi que des armes aux rebelles Contra du Nicagua pour déstabiliser le pays — suivez mon regard —. Les

sanctionnés ont tous été, par la suite, acquittés.

Robert McNamara, secrétaire d'État américain, a, lui aussi, été, à maintes reprises, dénoncé, quand il a voulu se poser en intellectuel-conférencier, en raison de sa responsabilité dans l'orchestration du « *carpet bombing* » (tapis de bombes) du Vietnam par les États-Unis.

Aucune de ces personnes n'a purgé de peine, mais il n'en demeure pas moins qu'elles ont commis des crimes de notoriété publique. L'impunité à leur endroit n'a pas diminué la réprobation à leurs crimes.

Ne pas protester de la présence d'un Toto Constant, de Guy Phillipe, de Michel Francois, de Ronald Cadavre, de Henri Namphy, de Roger Lafontant, de Frank Romain, de Prosper Avril, de Johnson André (Izo)_ou de Vitelhomme, sur la scène littéraire/culturelle, comme invités d'honneur aurait été d'une complicité délétère! Pas parce qu'ils sont tous du même rang, mais parce qu'ils ont tous, en commun, d'avoir fait du mal au peuple haïtien. Nous ne pouvons pas continuer à récompenser, ou honorer, ceux qui ont fait du mal au pays. Nous ne pouvons pas les laisser évoluer en toute impunité. Il y eut de vives critiques et dérisions à l'endroit de l'ex-sénateur Moïse Jean-Charles, juste pour avoir clamé être le récipiendaire d'un doctorat à titre honorifique. Un titre pourtant sans conséquence. Comment pouvons-nous alors amnistier Avril de ses méfaits en l'honorant? Nous devons commencer à établir la différence entre ceux que nous n'aimons pas et ceux qui ont fait du mal au pays. Et nous concentrer sur ces derniers, afin de ne pas revivre les affres du passé, dans notre quête de lendemains meilleurs.

Quelle folie de penser qu'être écrivain nous absout des actes ou des crimes du passé ?

Le fait que Serge Gilles et K-Plim ont utilisé un abus, dont ils ont été victimes à leur profit, ne change en rien la nature de l'abus. Même quand ils auraient été des démagogues, cela ne change rien à l'injustice qu'ils ont subie, ni à la nature des bourreaux et des commanditaires.

Bien sûr, on ne peut pas empêcher à « *Livres en folie* » de choisir ses héros ou ses modèles. La question est de savoir, pourquoi une institution comme «*Livres en folie* » choisirait une de ces personnalités citées plus haut comme modèle à offrir aux jeunes, à la population, à leurs lecteurs et lectrices ?

Est-ce parce que les organismes, institutions et personnes

NOUVELLES BRĒVES ET COMMENTAIRES Le mois de mai, déclaré le mois de l'« Héritage haïtien » aux États-Unis

C'est en 1998, qu'à Boston, dans le Massachusetts, *Télé Kreyòl* a lancé ce qui est devenu une tradition aux États-Unis. Durant tout le mois de mai, les organisateurs avaient dédié des programmes à l'histoire, l'art, la culture, y compris la cuisine haïtienne, et autres contributions d'Haïti au monde entier.

Par la suite, une communauté après l'autre, a emboité le pas, jusqu'à ce que partout aux États-Unis, nos compatriotes organisent des célébrations spéciales durant le mois de mai. Puis, en 2005, quand le président George W. Bush honora notre pays d'une façon particulière, le jour du drapeau, le 18 mai, la tradition devint officielle.

Ainsi, c'est au cours de ce mois que des officiels américains profitent des occasions qui leur sont offertes pour manifester leur solidarité du peuple haïtien, d'une façon ou d'une autre. Par exemple, à New York, le lundi 1^{er} mai, le président du Borough (commune) de Manhattan, Mark Levine, accompagné d'autres officiels, a participé à la conférence de presse qu'ont organisée le groupe Creole Jam en partenariat avec le programme télévisé FYW, reconnaissant l'importance de ce mois dit d'Héritage haïtien. Entre-temps, le maire de New York, Eric Adams, projette une autre célébration au cours du mois, pour organiser quelque chose de très spécial.

C'était l'occasion, ce 1^{er} mai, pour les organisateurs, d'annoncer différentes manifestations qui au ront lieu au cours de ce mois, tout en accentuant que le 18 mai, ce sera la grande manifestation au cœur de Manhattan, à Times Square (42^e rue et 7^e avenue) pour attirer l'attention sur la situation en Haïti. Tel qu'annoncé dans la ru bri que GRENN PWONMENNEN, en Créole,, la semaine dernière, la manifestation est prévue entre 3 h et 10 h p.m. Vu qu'il est impossible de garer dans la zone, il est suggéré de laisser les véhicules dans un endroit où l'on peut avoir accès aux différentes lignes du métro atteignant la 42^e rue et la 7^e avenue, soit les trains sur la ligne N, R, W, et les tains numéros 1, 2, 3 et 7.

La nouvelle génération des Haïtiens voudrait revivre le 20 avril 1990, quand leurs parents on fait vibrer le pont de Brooklyn en ce jour-là, pour protester contre le racisme de l'agence de l'État Food & Drug Administration (FDA), rebaptisée par les Haïtiens Federal Discrimination Administration, qui avait eu le toupet de déclarer tous les Haïtiens de vecteurs du SIDA, faisant partie du « Club 4-H », savoir, en anglais les Homosexuals, Hemophiliacs, Heroin ad dicts and Haitians.

Dire qu'un mois après cette manifestation, dont les chaînes de télévision transmettaient les ima ges et la presse écrite en faisait les rapports, estimant à 100 mille (100 000) les participants, le nom Haï tien a disparu du « Club 4 H ».

Pour de plus amples informa-

tions concernant le 18 mai, veuillez contacter *Creole Jam*, 734 Ocean Venue, Brooklyn, N.Y., 11226. Téléphone 917-825-9649. Email Creole-jam22@gmail.com. Attention Edwig Timmer.

En Haïti, le mois de mai, y inclus le 18 mai, banalisé

L'on pense aux jours d'antan quand, depuis le 1^{et} mai, la fête du

réussir des élections, seul moyen pour endiguer le fléau. Toutefois, on ne saurait se fier à Ariel Henry, architecte du désordre ambiant, pour résoudre le problème.

C'est dans ce contexte, qu'on salue la bravoure et le savoir-faire des gens de la province, qui ont célébré le 1^{er} mai, dans une ambiance qui rappelle les jours d'antan. Nous vous invitons à visionner deux scènes de la foire agricole du



Autre scèene de la foire agricole de Jérémie.

Travail ainsi que celle de l'Agricul ture, étaient célébrées en grande pompe, et le 18 mai, il y avait les parades d'étudiants de presque toutes les écoles. Toutefois, dans l'Haïti gangstérisée du Premier



Scène de la foire agricole, à Jérémie.

Ministre de facto, il faut faire semblant.

Ainsi, le 1^{er} mai, sécurisé chez lui, Ariel Henry a adressé la nation via une vidéo, discourant durant quelque 15 minutes, admettant qu' à cause de l'insécurité sévissant au pays, les activités des travailleurs sont au ralenti, même disparaissent. Quant aux agriculteurs, ils ne peuvent pas acheminer leur production au marché. Et l'insécurité empêche la visite des touristes de la diaspora, et les investissements tarissent.

Toutefois, il a salué la Police qui, avec l'appui du peuple, a eu un certain succès dans la campagne contre les gangs. Alors, fait-il appel à un « *tèt ansanm* » (à l'unité), pour

1^{er} mai 2023, à Jérémie.

Aux États-Unis, des faillites spectaculaires dans le système bancaire

Avant-hier, lundi, 1^{er} mai, *First Republic Bank*, dont le quartier général est à San Francisco, en Cali fornie, a été accaparée par les autorités fédérales et vendue à la *JP Morgan Chase* de New York. C' est la banque la plus importante à crier faillite, suite à *Washington Mutual* qui l'avait précédée lors de la crise financière de 2008. Et qui avait pris possession de *Washington Mutual*? Bien sûr, que c'était *JP Morgan Chase*, devenue la plus importante des banques des États-Unis.

À souligner que trois banques, y compris *First Republic*, ont fait faillite ces deux derniers mois. Les autorités fédérales avaient pris possession de *Silicon Valley Bank*, basée à Santa Clara, aussi en Cali fornie, le 10 mars, ainsi que *Signa ture Bank*, à New York, la même semaine. Assurément, nos lecteurs n'ont pas à s'inquiéter, car il s'agit des investisseurs dont les dépôts dépassent les 250 mille dollars (\$250 000.00 \$), au-delà du barème à bénéficier de l'assurance fédérale.

Toutefois, le temps est un peu nuageux quant au gouvernement fédéral qui, selon Janet Yellen, chef du Trésor américain, eut à dire, lundi dernier, 1^{er} mai, que si le seuil de la dette de l'État n'est pas élevé de son niveau actuel, le gouvernement risque, pour la première fois, de rater un paiement d'ici le premier juin. Ce qui pourrait causer la perte d'environ un million d'emplois immédiatement. Alors, les législateurs, tant républicains

que démocrates, ont du pain sur la planche et doivent consentir des compromis pour faire le nécessaire—per fas et nefas.

En France, le président Macron fait face à des émeutiers rappelant des scènes

Le 1^{er} mai, il n'y a pas eu de Fête du Travail en France, car ils étaient des milliers à envahir les grandes artères de Paris et de plusieurs grandes villes de la France, hurlant « *Ça ne passera pas!* » Il s'agit du plan de pension du Président Em manuel Macron, élevant, de 62 à 64 ans, l'âge pour l'obtention de la pension.

Selon les reportages, environ 300 des protestataires ont été arrêtés et 108 policiers sont blessés, y compris 25 à Paris. Cela fait frémir de suivre les batailles à la télévision, des émeutiers faisant usage de cocktail molotov et les bâtons des policiers pleuvant, n'épargnant personne. Apparemment, le président Macron n'a pas l'air de reculer, et l'on se demande jusqu'où ira cette guerre non déclarée des travailleurs contre le gouvernement? Il n'est que d'attendre.

*Dans la diplomatie haïtienne. Bocchit Edmond, jusqu'à la semaine dernière, ambassadeur d'-Haïti, à Washington, serait rappelé,

suite à un gros scandale. Et la situation du représentant d'Haïti, auprès de l'Organisation des États américains (OEA) à Washington est précaire. Des précisions dans notre prochaine parution.

NÉCROLOGIE Claude Jean-Pierre

C'est durant la fin de la semaine dernière qu'ont eut les funérailles de l'ingénieur Claude Jean-Pierre, qui était décédé le jeudi saint, soit le 6 avril

En effet, c'est le vendredi 28 avril, de 3 heures à 8 heures, au salon funéraire Torregrossa, à Brooklyn, N.Y., que la famille avait accueilli parents et amis, ve-



Claude Jean-Pierre

nus de près et de loin, pour dire un adieu au proche ami qu'était Clau de Jean-Pierre. Les funérailles ont été chantées le lendemain, samedi, 29 avril, à l'église catholique *Lady of Refuge*, toujours à Brooklyn. Au cours d'une réception, après la messe, au chic restaurant Kaché, de Brooklyn, l'événement se trans-

formait en une célébration.

Ingénieur comme lui, l'exsénateur Déjean Bélizaire, qui nous avait mis au courant du voyage éternel de son ami, nous a dit de lui qu'il était un diplômé de la promotion 1955-1959 de la Faculté des Sciences de l'Université d'État d'Haïti, ancien président de l'As so ciation des Étudiants de la Faculté des Sciences, ancien président du Cercle Technique américano-haïtien (CETAH).

Nous présentons nos condoléances à ces deux enfants, Mary li ne et Claude Jr.; à ses petitsenfants, Nicole et Alexandre; à sa belle-fille, Carine Jocelyn; à ses frères et sœurs, ainsi qu'à leurs con joints: Josette Rousseau, née Jean-Pierre, Daniella Jean-Pierre, Fritz et Mona Jean-Pierre, ainsi qu'à Edouard et Marie Jean-Pierre; à ses neveux et nièces: Rodney, Ge raldine, Djenanne, Fabienne, Edouard Jr., Manouchka, Pascale, Alain, Fritz Jr., Julia, Christopher et Jolianne; et aux familles Jean-Pierre, Rousseau, Saint-Amand, Dépestre, Benoit, Martin, Prepetit, Solages, Lespinasse, Francisque, Amand, Salnave, Exumé, Bourne, Superville, Coley, Jocelyn, Ducas se, Bernard, St. Jean, Michel, Arty, Alezy et Jolicoeur.

Que son âme repose en paix!

Jean Gérard Louisias

C'est samedi dernier, 29 avril qu'ont eu lieu les funérailles de



Jean Gérard Louisiana

l'ex-ambassadeur Jean Gérard Louisias, à Amityville, N.Y., ayant passé de vie à trépas, à Pétionville, le 22 mars.

De nombreux membres de sa famille, y compris ses enfants, vi vant aux États-Unis, avaient opté pour le transport du cadavre à New York, afin de permettre une plus large participation de la famille aux cérémonies relatives à son départ pour l'au-delà.

Nous nous proposons de présenter, la semaine prochaine, un texte nécrologique, en anglais, selon les desiderata de ses proches, y compris le Major Gérard Salo mon, qui dit de lui qu'il avait brillé dans l'administration publique ainsi que dans la diplomatie.

Pierre Quiroule II 3 mai 2023 raljo31@yahoo.com



ÉDITORIAL

Ariel Henry s'obstine à inviter une force militaire étrangère dans le pays

éjà plus de six mois depuis que le Premier ministre de facto a fait appel à la communauté internationale, l'invitant à déployer une force militaire internationale spéciale sur le territoire national, en vue de prêter main forte à la Police nationale, débordée par les gangs armés, pourtant de connivence avec les autorités et leurs alliés du monde des affaires, la communauté internationale ne cesse de faire la sourde oreille. En dépit des derniers épisodes démontrant la force incontournable de la formule binomiale Police/Peuple contre les malfrats, il n'a pas jugé nécessaire d'exploiter cette alliance ayant fait ses premières armes le lundi 24 avril, à Canapé-Vert. Bien qu'il ait jugé opportun de saluer les derniers succès des forces de l'ordre, dans la poursuite des criminels, il tarde encore à constater l'apport des brigades de quartier dont la mobilisation donne la frousse à ces derniers.

L'enthousiasme affichée au début, par les pays dits « amis d'Haïti », en réaction à la requête du chef de gouvernement de facto adressée au secrétaire général des Nations Unies (ONU), António Guterres, a tiédi. Au fil de ces derniers mois, les discours et interventions, comme des pleurs de crocodile, encourageant les pays membres de l'organisme internationale à mettre sur pied une force d'intervention rapide, ont fait place à des stratégies trompeuses. Les grands ténors, comme les États-Unis et le Canada, qui avaient pratiquement pris le dossier en main, donnaient, dans un premier temps, l'impression de se convaincre, par rapport à l'idée de prendre la direction de cette force. Mais ni les Canadiens, encore moins les Américains, n'ont pas souscrit à la possibilité d'une telle décision. Puis, les deux grandes puissances d'Amérique du Nord s'étaient engagées, séparément, à convaincre d'autres États à se substituer à eux.

Dans la foulée de telles démarches, qui prenaient, au fur et à mesure que s'écoulaient les mois, une allure de faux semblant, plusieurs pays d'Amérique du Sud et de la Caraïbe étaient signalés comme volontaires. Dans l'hémisphère occidental, l'Équateur et El Salvador, ainsi que la Jamaïque et les Bahamas, avaient été cités comme volontaires, mais les espoirs suscités d'un déploiement de troupe se sont bizarrement et discrètement évanouis.

Il est à se rappeler qu'au départ, l'appel au secours lancé par le neurochirurgien avait eu l'air d'exprimer l'urgence constatée sur le terrain, par rapport aux bandits semant la terreur, kid-sée par les entités exogènes. Car, Ariel nappant les citoyens et tenant la Police nationale en respect. Dans un premier temps, les Américains et les Canadiens s'amusaient à se retourner la balle, l'administration Biden tentant de sensibiliser le gouvernement canadien du Premier ministre Justin Trudeau à l'idée de diriger cette expédition spéciale de militaires étrangers, sur Haïti. Mais cette invitation a essuyé une polie, voire diplomatique, rebuffade de la part du Canada. À son tour, l'équipe Trudeau a lancé cette même initiative auprès de ses alliés de la Caraïbe.

En effet, dans le cadre de la 44^e réunion annuelle du CARICOM (Marché commun des États caraïbéens), qui s'est tenue à Nassau, aux Bahamas, au mois de février, le Premier ministre Trudeau, qui y assistait, a fait le lobby en faveur d'un déploiement de militaires de ces États en aide à la Police haitienne.

Mais, à l'instar des États-Unis et du Canada esquivant cette responsabilité, pour des raisons liées à la sécurité de leurs troupes, mais surtout pour éviter des désagréments potentiels relatifs à une invitation lancée par le régime de facto qu'ils ont eux-mêmes, de concert avec le CORE Group, planté en Haïti, les Premier ministres du CARICOM ont été divisés sur ce projet. La décision de la majorité, à cet égard, a confirmé ce qu'avait annoncé, au préalable, le chef de gouvernement de Saint-Vincent et Grenadines, Ralph Gonzalves. Celuici critiquait vertement le gouvernement « illégal et illégitime » d'Ariel Henry, disant que son pays n'entendait pas participer à une formule d'intervention qui serait interprétée par les Haïtiens comme appui à ce gouvernement illégitime.

Les expressions de sympathie, à l'égard de la crise sécuritaire sévissant en Haïti, sont universellement rassurantes, portant plus d'un à afficher une aptitude optimiste par rapport à une réponse positive à la sollicitation de M. Henry. Mais, au bout du compte, c'était céder aux sirènes de la diplomatie internationale.

Étant la créature de la communauté internationale, dont il n'hésite pas à faire les quatre volontés, on s'imaginait que celle-ci allait répondre, tel un seul homme, à cette demande au nom d'une situation des plus urgentes. Cette contradiction entre la gravité de la situation sécuritaire et la nonchalance affichée, dans la décision des soi-disant amis d'-Haïti, fait croire que l'attitude bon enfant du chef du gouvernement de facto d'Haïti, vis-à-vis de ses patrons, s'inscrit dans le cadre de la politique impoHenry se fait, volontiers, complice de ces pays, dans le dossier de la crise sé-

Après avoir été roulé dans la farine, tour à tour, par les grands ténors de l'Amérique du Nord, ceux de l'Amérique Latine, en sus des pays de la Caraïbe, il semble mettre le cap sur l'Afrique. Le dernier pays, en date, cité dans ce projet de déploiement de force spéciale, en Haïti, est le Kenya. Il a été initialement annoncé par l'organe de presse britannique, la BBC, la semaine dernière, que ce pays africain avait pris la décision d'envoyer une force expéditionnaire de police, afin de venir en aide à la Police haïtienne mise hors d'état de compétition avec les malfrats contrôlant la grande majorité des quartiers de la région métropolitaine de la capitale du pays. À la lumière de cette politique déceptive des pays tuteurs envers Ariel Henry et son équipe, il n'y a rien de rassurant en ce qui concerne l'envoi de policiers kenvans sur le sol haïtien. Il v a de bonnes raisons de parier que ce projet kenyan tourne court. Acteur consentant de la stratégie de la communauté internationale, à l'égard d'Haïti, après les échecs qu'il a essuyés, Ariel Henry misera sur les pays d'Asie pour trouver l'aide recherchée pour la PNH. N'est-il pas vrai que le Groupe Wagner, affilié à la Fédération russe misait sur un projet visant le démantèlement des gangs en Haïti?

Il y a lieu de signaler que, depuis qu'il a dirigé son appel relatif au déploiement d'une force militaire internationale spéciale, dans le pays, vers la communauté internationale, le Dr Henry est resté endormi sur ses lauriers, sans rien innover dans le sens du remembrement de la PNH, de manière à renforcer ses moyens, en attendant que la force internationale souhaitée vienne à la rescousse. Toutefois, même les équipements commandés, notamment des blindés attendus du Canada, sont délivrés au compte-goutte, faute de moyens de s'acquitter de la facture. Un secret gardé jalousement par M. Henry, car gérant les affaires de la République dans l'opacité totale et tenant le peuple dans l'ignorance de l'état des lieux, une catastrophe aggravée par le train de vie dont jouissent les hauts fonctionnaires budgétivores. À cet égard, si les autorités avaient consenti des réformes, tel que cela avait été proposé, le pays aurait trouvé assez de ressources pour faire l'acquisition des nécessités du pays, surtout les équipements dont la Police nationale a besoin pour remplir sa mission.

Mais, à l'instar de son patron d'outre-tombe, Ariel Henry définit mal le sens des priorités du pays. Alors qu'-Haïti se trouve, depuis des années, confronté à une crise économique et financière sans précédent, il rejette l'offre des experts en sécurité nationale, l'exsénateur Youri Latortue, ancien officier des Forces Armées d'Haïti (lieutenant FAd'H) et Himmler Rébu (colonel FAd'H) qui avaient proposé un plan pour venir à bout des gangs criminels. Cependant, Ariel Henry n'a jamais donné de suite à leurs propositions, ayant d'autres chats à fouetter que débarrasser le pays des malfrats. Dans sa folie de se perpétuer au pouvoir, directement ou par le biais de ses alliés PHTKistes, permettre à ces deux anciens militaires haïtiens de vaincre les bandits armés équivaudrait à contrarier son projet d'élections faites sur mesure.

En clair, le traitement du dossier de l'insécurité par Ariel Henry, privant la Police nationale des moyens de sa mission, le fait commettre un crime de haute trahison. Trop longtemps soumis aux assauts des malfrats, dans l'indifférence totale des autorités le peuple s'est donné les moyens de résoudre la crise sécuritaire. Déjà mobilisé, de concert avec la Police, il a donné la démonstration des possibilités existantes, pour qu'enfin, de vrais patriotes émergent, dans l'esprit de l'Union qui fait la Force, mettent le cap sur le retour à l'ordre démocratique. Car, la dictature d'un homme exerçant, illégitimement le pouvoir, appartient au passé.



SUBSCRIPTION FORM **BULLETIN DE SOUSCRIPTION** Haitl **ÉTAT-UNIS** 98, Avenue John Brown, Sérne élage 48.00 \$ 05, pour six (6) mois Part du prince, Harti 90.00 \$ U5. pour un (1) an AFRIQUE ET ASIE (509) 223-0785 _ 553.00 FF, pour six (6) mois CANADA Holf-Observateu CARAIBE ET AMÉRIQUE 514,321,6434 LATINE 12 Halfi OR Canada 12213 Juseph Cassavani Moteor H3M2C7 \$73.00 US, pour six (6) mois \$180.00 US, pour un (1) on EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service special est assure à part EUROPE de Paris. L'intéressé doit s'adresser d linan Claude Valorun 73 EUROS, pour aix (6) mois 13 K Avenue Foldherbe, 8t Rt April 44 = 125 EUROS, pour un (1) an Par chéque ou mandat postal o 93310 Le Pre ST. Gervais France Tel. (33-1) 43-63-28-10 trancs trancals Name/Nom Company/Compagnie Acticlic rest/Actic sex Cilv/ville Slale/Elal Zip Code/Code Régional. _Country/Pays ius les abonnements sont payables d'avance par chéque au mandat bancai



EDITORIAL

Ariel Henry persists in inviting a foreign military force into the country!

t has been more than six months since the de facto Prime Minister appealed to the international community to deploy a special international military force in the country to assist the National Police, which is being overrun by armed gangs, in collusion with the authorities and their business allies. Despite the latest episodes demonstrating the inescapable strength of the binomial Police/People formula against the thugs, he did not deem it necessary to exploit this ambition having made their first arms on Monday, April 24, in Canapé-Vert. Although he considered it appropriate to salute the latest successes of the forces of order, in the pursuit of criminals, he is still slow to note the contribution of the neighborhood brigades whose mobilization gives the latter the willies.

The enthusiasm initially displayed by the so-called "friends of Haiti" in response to the request of the de facto head of government to the Secretary General of the United Nations (UN), Antonio Guterres, has waned. Over the past seven months, speeches and interventions, like crocodile tears, encouraging the member countries of the international body to set up a rapid intervention force, have given way to deceptive strategies. The big players, such as the United States and Canada, who had virtually taken the lead on the issue, initially gave the impression that they were convinced to take the lead on this force. But neither the Canadians, nor the Americans, agreed to the possibility of such a decision. Then the two great powers of North America separately undertook to convince other states to take their place.

In the wake of such steps, which took on the appearance of a false pretense as the months went by, several South American and Caribbean countries were reported as volunteers. In the Western Hemisphere, Ecuador and El Salvador, as well as Jamaica and the Bahamas, which had been cited as volunteers, the hopes raised for a troop deployment strangely and discreetly faded.

It should be remembered that at the beginning, the call for help launched by the neurosurgeon had seemed to express the urgency noted on the ground, in relation to the bandits sowing terror, kidnapping citizens and holding the National Police at bay. At first, the Americans and the Canadians had fun turning the tables on each other, with the Biden administration trying to

sensitize the Canadian government of Prime Minister Justin Trudeau to the idea of leading this special expedition of foreign military personnel to Haiti. But this invitation was met with a polite, even diplomatic, rebuff from Canada. In turn, the Trudeau team launched the same initiative with its Caribbean allies.

Indeed, at the 44th annual meeting of CARICOM (Common Market of Caribbean States), held in Nassau, Bahamas, Prime Minister Trudeau, who was in attendance, lobbied for the deployment of military personnel from these states to assist the Haitian police.

But, like the United States and Canada, which shirked this responsibility for reasons related to the security of their troops, but above all to avoid potential inconvenience related to an invitation from the de facto regime that they themselves, in concert with the CORE Group, have planted in Haiti, the CARICOM Prime Ministers were divided on this project. The decision of the majority in this regard confirmed what was previously announced by the head of government of St. Vincent and the Grenadines, Ralph Gonzalves. He was a strong critic of the "illegal and illegitimate" government of Ariel Henry.

Expressions of sympathy for the security crisis in Haiti are universally reassuring, leading many to be optimistic about a positive response to Henry's request. But, in the end, it was giving in to the sirens of international diplomacy.

Being the creature of the international community, whose will he does not hesitate to do, one imagined that the latter would respond, like one man, to this request in the name of a most urgent situation. This contradiction between the seriousness of the security situation and the nonchalance displayed in the decision of the so-called friends of Haiti, makes one believe that the good-natured attitude of the head of the de facto government of Haiti, towards his bosses, is part of the policy imposed by exogenous entities. For, Ariel Henry is willingly complicit with these countries in the security crisis.

After having been tricked, in turn, by European countries, in Latin America, in addition to the Caribbean countries, he seems to be heading for Africa. The latest country, to date, cited in this project of deployment of special force, in Haiti, is Kenya. It was initially announced by the British media outlet, the BBC, last week, that this African country had taken the decision to send an expeditionary police force, in order to

assist the Haitian police force out of competition with the thugs controlling several neighborhoods in the metropolitan area of the country's capital. In light of this disappointing policy of the guardian countries, towards Ariel Henry and his team, there is nothing reassuring regarding the sending of Kenyan police officers on Haitian soil. There are good reasons to bet that this Kenyan project will be short-lived. As a willing actor in the strategy of the international community towards Haiti, after the failures he has experienced, Ariel Henry will rely on Asian countries to find the help sought for the PNH.

It should be noted that since he directed his call for the deployment of a special international military force in the country to the international community, Dr. Henry has remained asleep on his laurels, without innovating in the sense of reorganizing the HNP, so as to strengthen its means, until the desired international force comes to the rescue. However, even the equipment ordered, including armored vehicles expected from Canada, are delivered in dribs and drabs, due to the lack of means to pay the bill. A jealously guarded secret, Mr. Henry, because managing the affairs of the Republic, in total opacity and keeping the people in ignorance of the state of affairs, a disaster aggravated by the lifestyle enjoyed by the high budgetary officials. In this regard, if the authorities had agreed to reforms, as proposed, the

country would have found enough resources to acquire the necessities of the country, especially the equipment needed by the National Police to fulfill its mission.

But, like his boss from beyond the grave, Ariel Henry misunderstands the country's priorities. While Haiti is facing an unprecedented economic and financial crisis, for years he has rejected the offer of national security experts, former senator Youri Latortue, former officer of the Haitian Armed Forces (lieutenant FAdH) and Himmler Rébu (colonel FAdH), who had offered their military skills to defeat the criminal gangs. However, Ariel Henry never followed up on their proposals, having other things to worry about than ridding the country of thugs. In his madness to perpetuate himself in power, either directly or through his PHTKist allies, allowing these two former Haitian military officers to defeat the armed bandits would be tantamount to thwarting his plan for custom elections.

Clearly, Ariel Henry's handling of the insecurity situation, depriving the National Police of the means of its mission, makes him commit a crime of high treason. It is imperative that his case be seized by the competent authority. Let those who have the power to deal with this case, in the context of the Constitution, do so, without wasting time, under penalty of falling under the law, in case of deviation.



Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

lalfi-Closervateur 98, Avenue John Brown, Sérne élage Part au princo, Haiti Tél. (509) 223-0782 ou (509) 223-0785 CANADA Half-Observateur Serund Luc 514 321 6434 12 Holft OB Concode. 12213 Juseph Cassavanii Appropriate Hospitals EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assure à partir EUROPE de Paris. L'intéressé doit s'adresser à: Jisan Claude Valorun L3 K Avenue Edidhethe, 8t Rt Aptt. 44 93310 Le Pre ST. Gervais France Tel. (33-1) 43-63-28-10 Name/Nom Company/Compagnie

ÉTAT-UNIS 48.00 \$ US, pour six (6) mois 90.00 \$ U5, pour un (1) an AFRIQUE ET ASIE

553.00 FF, pour six (6) mois 1005.00 FF, pour un (1) un

LATINE Tere classe:

\$73.00 US, pour six (6) mois \$160.00 US, pour un [1] on.

73 EUROS, pour six (é) mois 125 EUROS, pour un (1) an Par chiaque ou mandat postal en trancs trancals

Acticin rest/Actic succ Cilv/ville Slale/Elal Country/Pays Zipi Code/Code Régional _

lous les abonnements sont payables d'aviance par chèque ou mandat bancaix



Suite de la page 16

ctature à dénoncer en reste aux mensonges du fugitif mercenaire Clandestin Sous le coup de plusieurs procès pour diffamation de plusieurs pays.

Allons direct: en 2020 la Fédération d'Haïti organise des élections pour renouveler son comité dirigeant; la FIFA, la CONCACAF, les deux organisations internationales, dont Haïti est membre, suivent le processus sur place à Port au Prince pendant une semaine depuis les préparatifs jusqu'au bout du scrutin: le même semaine la FIFA valide et félicite même les nouveaux dirigeants élus.

Mais plusieurs mois avant un nommé Herode Noel avec un nom d'emprunt Ernso Lorrence S'agite et tire à boulets rouges jour et nuit dans des organes de presse sur le comité sortant de la FHF: étonnant ce monsieur est un fonctionnaire politique de haut rang, activiste du parti politique au pouvoir du ministère des sports; ; pas grand monde ne s'émeut car il est coutumier de ces actes de banditisme depuis des décennies, de ce genre de sorties car parasite racketteur il a toujours vécu de ce genre de ripping, à savoir être au service d'un clan qui veut « Gâter ÇA » d'ailleurs ; toujours du même clan SANS club, celui qui n'a aucune passion pour le jeu, mais prêt à la violence sans aucun projet et qui veut toujours « gate sa »; face à ces sorties d'une rare violence « M ap kraze foutbol plat atè, et surtout que le voyou est gwo chèf, étant même directeur au Ministère des Sports. Ce qui étonne c'est la passivité des hautes autorités; en réalité la famille du football souffrait depuis le départ de Duvalier, car après chaque élection, le nouveau comité élu était chassé par la violence, jusqu'en 2000. Les clubs ayant décidé d'une grande solidarité s'inspirant des expériences d'avant; ainsi donc, malgré les tapages, le processus de renouvellement s'est passé dans le calme, en 2000. Haïti allait pourvoir continuer à faire progresser son football, qui s'est hissé, en vingt ans,

de la Caraïbe et rivalisant même avec les puissants er riches voisins du Nord, comme en atteste un merveilleux Gold Cup 2019 que les Grenadiers ont terminé invaincu, domptant au passage des ténors comme Costa Rica, Canada récents mondialement 2022 et tenant tête même à l'ouragan mexicain, et presque chassée par un penalty inventé créant des scènes monstres de réjouissances rassemblant à la capitale une foule dépassant plus d'un millions de personnes, malgré le pays «LOCK », la campagne infernale n'ayant pas réussi, les comploteurs ont amené du renfort et ont recruté Romain Molina, qui leur a fait comprendre que les thèmes choisis, corruption, vols, saletés du centre de déstabilisation ne porteraient pas de fruit et que lui il allait « fracasser » Haiti avec un thème d'abus sexuels, très à la mode dans le monde infaillible, en associant à la campagne des organismes de défense des droits de la femme; ce qui fut fait avec fracas dans le journal du 29 avril 2000, vu que personne ne peut vérifier ni démentir. Le même jour, l'article télécommandé fut publier, en créole et en français, sur plusieurs réseaux sociaux, tous au cœur du complot. À noter que les journalistes en questions prirent la précaution de mentionner que les dites dénonciations sont de Molina qui, lui-même, avait été mis en contact avec Kay Fanm, dont la mission était de fabriquer des victimes en Haïti, malgré l'approche assidue de fausses victimes, qui ont même été habillées en victimes se tenant debout avec des affiches devant le tribunal, à Croix des Bouquets, alors que le Dr Jean-Bart état venu avec Me Gaston arrivant pour porter plainte à Croix des Bouquets, en Haïti. Il est vrai que l'arrivée de beaucoup d'anciennes footballeuses folles de rage, certaines très âgées, étaient déterminées à faire déguerpir les huit dames mercenaires payées et déguisées en victimes, que personne ne connaissait dans le football, qui, vite, se retirèrent face à toutes ces anciennes des clubs féminins.

au-dessus du football des 31 pays

Déterminées à accompagner

leur ancien dirigeant et ami, qui a tant apporté au football, surtout au football féminin, et par leur tapage firent déguerpir la délégation déguisée en victimes;. À l'époque, M. Lorrence Noël répétait dans les médias qu'il ne savant rien de la question d'abus sexuel et évita de porter plante, sachant que la plainte déposée par Dadou contre X, devant un tribunal, pouvait, tôt ou tard, le convoquer devant un tribunal. Ainsi, il insistait qu'il se battait pour un changement et contre la corruption.

En tout cas, il se vantait de communiquer souvent avec la FI-FA. Ce qui était étonnant, vu les principes de celle-ci. Mais, au jourd'hui il ne paraît pas impossible, tant la FIFA démon tre, de jur en jour qu'elle est prise en otage et agit en parfaite entente avec Monique André et Carlo Marcelin, donnant l'impression de recevoir leur dictée à la lettre. Il suffit de noter surtout que malgré les protestations répétées d'une grande majorité de clubs d'affiliés sur les gabegies financières des trois chefs du Co mité en place, même pas un match local, aucun rapport financier, aucune réunion de clubs, révocations de tous les arbitres, de tous les coaches de tous les entraîneurs, dissolution de toutes les académies de formation, hommes et femmes, de tous les membres des commissions, de tous les professeurs de l'école primaire/ se condaire Camp Nous, abandons de jeunes, garçons et filles, dans les rues de la capitale; aussi dé part forcé d'une cinquantaine de jeunes garçons et filles obligés à l'émigration forcée pour fuir la misère dans laquelle on les avait retournés, bien que mineurs et n' ayant aucun parent aux US. Tout cela largement rapporté dans la presse, en somme une grave violation.

Du fair-play aussi la FIFA!

Dans cette tragédie du football haïtien, la FIFA a, par incompréhension du niveau inacceptable de la corruption dans le pays, de l'omniprésence de l'esprit mafieux, qui détruit la société et surtout de la lutte acharnée que mènent les passionnés dirigeants de football contre à la fois les politiciens, les marchands de drogues, qui veulent se servir du football, très populaire, pour blanchir l'argent volé des caisses de l'État ou venant du honteux trafic de stupéfiants. En épousant ou créant des circonstances qui favorisent ces pratiques illicites, par ignorance ou à dessein, de fait ces mafiosos patentés ont provoqué et encouragé la violation des droits, des crimes sur des milliers d'enfants de pauvres familles d'Haïti

Parmi les plus pauvres du pays, qui, déjà, travaillaient et se

sacrifiaient dès l'enfance pour un avenir assuré, grâce au football, du jour au lendemain, elles/ils se voyaient avilis, dans un faux scandale qui hypothèque déjà toute leur vie . En plus, deux serviteurs de longue date du football, du jour au lendemain, deux gloires du football féminin haïtien, Nella, une universitaire de haut rang, qui, en raison d'une passion de servir son sport préféré, a laissé une vie paisible remarquable pour aider, former, encadrer conseiller, surtout éduquer ces filles venues de très bas. Il suffit de voir aujourd'hui les récentes et convaincantes entrevues de Nerilia ou de Corventina, d'écouter les commentaires de presse de Mélissa Dacius, de Nelourdes Nicolas, à la télé française, pour mesurer l'ampleur du travail de formation, d'éducation générale offertes aux jeunes pour leur vie de future étoile en Europe, tâche immense de future étoile effectuée quasi bénévolement par Nella Joseph. déjà sexagénaire et à la santé fragile. Il n y a pas longtemps, beaucoup de jeunes talents haïtiens débarqués en Europe revenaient bredouilles, parce que incapables de s'exprimer, en raison de leur manque d'éducation; l'énorme compétence pour former, éduquer ces enfants de Mesdames joseph et Yvette Félix de ces jeunes filles venues de fins fonds du pays, pour les rendre aptes à la vie d'élite et publique, qui les attendait. Avilies pour les besoins de chasser l'excellence,

qui est la règle en Europe, pour faire la place à la désolation, la FIFA ne pourra jamais savoir l'ampleur du tort fait à Haïti. Dans notre malheureux petit pays le football vit seulement des sacrifices d'amoureux, de passionnés qui, du matin au soir, malgré la colère de leurs familles, souvent oubliées, négligées ou abandonnées, pour faire survivre le football, la venue d'une cotisation annuelle de la FIFA a soulagé, mais est loin d'effacer le drame des dirigeants. Au contraire, ces subventions ont augmenté la convoitise de ces corrompus.

Pas de sponsors, pas de recettes du match le football en Haïti; elle a été, depuis toujours, contre toutes les convoitises et les dirigeants de football frôlent souvent la mort, parce que menacés par ceux qui veulent se servir du football, soit pour se faire une popularité pour aller vers un poste politique toujours rentable en Haïti, soit pour blanchir des fonds venant de la drogue ou des ressources publiques.

Ce schéma avait changé, car les dirigeants de clubs semblaient avoir passé un pacte entre eux pour que les dirigeants de foot évitent les politiques. Ce fut une lutte sans merci, presque perdue justement, la FIFA a donné passage, à l'instigation de deux dirigeants qui, discrètement, avaient été gagnés par les hautes sphères dirigeantes du pays.

J.B.



DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (**Suite 103**) Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Lettre à Patrice Roy suite à son reportage sur Haïti à Radio Canada

Par l'avocat Stéphane Arcelin

Bonjour M. Roy,

Comme d'habitude, lors de votre reportage sur Haïti qui fut diffusé sur les ondes de Radio-Canada le 26 ou le 27 avril 2023, vous mettez en lumière des situations complexes d'une façon très personnelle et accessible. Je vous en remercie.

Toutefois, de par le choix des invités et les recherches sommaires faites par Radio-Canada, avez-vous vraiment couvert toutes les facettes permettant de bien comprendre cette situation complexe?

Votre reportage n'aurait-il pas bénéficié de la présence d'intervenants haïtiens qui proposent une autre perspective que celle faite par le gouvernement canadien et des canadiens de souche (Paluck Étienne Côté et l'ex-ambassadeur canadien en Haïti)?

J'ai des sources publiques et crédibles, que je mets sur demande à votre disposition, et qui permettraient d'apporter un éclairage plus exact sur la problématique haïtienne.

Pourquoi les liens prouvés et démontrés (financement, armes fournies, protection, etc.) entre les gangs et les gouvernements haïtien corrompus de Michel Martelly, Jovenel Moïse et Ariel Henry (tous sous la bannière du partipolitique PHTK) ne sont pas analysés ?

Il est bien documenté et connu

des membres du Core Group que les gangs furent un moyen utilisé par le parti politique PHTK ces douze dernières années afin de se maintenir au pouvoir et de contrôler la population qui demandait justice pour les milliards volés.

Pourquoi on occulte le fait qu'il est de connaissance publique que le gouvernement d'Ariel Henry installé inconstitutionnellement par la communauté internationale (le Core group, incluant le Canada), a été mis en place dans les coulisses du pouvoir par l'ex président Michel Martelly afin de s'assurer qu'il puisse vive en toute impunité en lien avec ses crimes et les détournements de fonds de milliards de dollars (Petro Caribe, ONA, etc.) dans lesquels il est impliqué?

Pourquoi on occulte le fait qu'Ariel Henry est l'ancien ministre de Michel Martelly ?

Pourquoi on occulte le fait que les ex-ministres de la justice et ministres de l'intérieur d'Ariel Henry avaient des liens avec les gangs armés et se livraient à des activités criminelles, ce qui a poussé leur démission qui a été précédé par le retrait de leur visa américain?

Pourquoi on occulte le fait que le discours médiatique parle de l'insécurité afin de justifier une intervention étrangère qui protégerait par conséquent ceux qui la demandent et qui assurerait par la même occasion qu'ils vivent en toute impunité? Est-il logique de négocier une nouvelle Haïti avec ceux qui l'ont pillé et qui sont à la source même de la présente insécurité ? Est-ce l'on discute à la même table que les loups des mesures à mettre en place afin que le troupeau vive en toute sécurité ?

Pourquoi le Core group et le gouvernement canadien appuient années après années ces gouvernements corrompus et criminels issus du parti politique PHTK?

Pourquoi on occulte le fait que les gangs ont infiltré à tous les niveaux le gouvernement et la police haïtienne? C'est la population qui force la police à agir contre les gangs ces derniers jours. S'ils ne le font pas, ils savent très bien qu'ils risquent de subir la justice populaire qui est sans appel...

[La police haïtienne est malheureusement une] organisation moribonde et corrompue qui est un instrument du pouvoir et des gangs armés. Il est documenté dans les rapports de l'ONU et d'Avocats sans frontières Canada que le gouvernement haïtien et les gangs ont travaillés main dans la main lors des massacres de La Saline, Martissant, etc.

Voir:https://minujusth.unmissions.org/la-minujusth-et-le-hcdh-publient-leur-rapport-sur-les-violences-des-13-et-14-novembre-%C3%A0-la-saline

Est-ce possible que le tout soit lié aux importants droits miniers accordés illégalement et inconstitutionnellement par Michel Martelly et Jovenel Moise à plusieurs entreprises américaines, canadiennes et haïtiennes proches du pouvoir?

Voir: https://aqoci.qc.ca/wp-content/uploads/2015/05/pdf_cp h._l_industrie_minie_re_en_hai_ ti._de_fis_et_re_alite_._juin_201 5.pdf

Est-il possible que la volonté du Core Group que la constitution haïtienne soit amendée par référendum (ce qui est contraire aux lois applicables et à la constitution haïtienne), alors que la population est composée de plus de 40 % d'analphabètes, est liée à l'exploitation minières en Haïti? [Des recherches crédibles sur la question existent.

[...]
Voir: https://rezonodwes.com/

?p=224240

Voir: https://canadahaiti.ca/fr/content/la-constitutionhaitienne-le-veritable-enjeudans-lappui-du-core-group-auregime-corrompu

Les questions que je soumets, j'en suis convaincu, méritent une meilleure analyse. Je vous propose de vous remettre sans conditions toutes mes recherches documentées sur ces questions et vous constaterez de par vous-même les nombreuses incohérences [...]. Je propose même de rencontrer vos recherchistes, si désiré.

Ce qui se passe en Haïti avec l'influence indue étrangère est un scandale qui, avec tout respect, mérite aussi une analyse plus approfondie.

L'approche du Core Group, dont le Canada est un acteur important [, ne va-elle pas à] l'encontre de tous les principes se souveraineté de l'État haïtien, de justice, du respect des droits de la personne, d'équité, de bonne gouvernance, etc. ? Tous ces principes sont tant vantés par les démocraties occidentales, mais il semble que pour Haïti les actions du Core Group ne sont pas conformes avec ces discours.

On appuie des gouvernements haïtiens criminels et corrompus qui accordent illégalement et inconstitutionnellement des droits miniers et qui bloquent des tas d'enquêtes judiciaires (dossier de corruption de Petro Caribe, assassinat du bâtonnier de Port-au-Prince Me Dorval, assassinat de militants des droits de la personne, assassinat de journalistes, assassinat de Jovenel Moïse, etc.).

En ce jour, les haïtiens sont debout. Depuis une semaine ils dé troussent les gangs sans l'aide étrangère qui n'est pas souhaitée.

En vous remerciant d'avoir pris le temps de me lire et en espérant pouvoir appuyer pro bono Radio Canada à avoir un meilleur éclairage sur la situation haïtienne, veuillez recevoir, monsieur Roy, mes salutations les plus distinguées.

Me Stéphane Arcelin, LL.M, CPA

LES GANGS ARMÉS EN FUITE OU SE TERRENT DANS LEURS TROUS

Le phénomène « Bwa Kale » éclate, les malfrats regagnent leurs patelins Déjà, le kidnapping se raréfie, braquages et assassinats aussi...

Suite de la page 2

t de cette juridiction, François Venson, cité par l'organe en ligne *CPRP*, ces personnes s'étaient entassées dans une chambre, leur lieu de refuge, après qu'ils aient abandonné leur base, à Savien, pour échapper à la population en colère.

Bwa Mare à Sources Matelas

À Sources Matelas, région située sur la Côte des Arcadins bordant la Route nationale no. 1, la version « Bwa Mare » de cette région a rendu la monnaie de leur pièce aux gangs armés, qui avaient orchestré un bain de sang à Sources Matelas, il y a à peine une semaine.

Cette fois, les résidents de Sources Matelas attendaient leur retour. C'est pourquoi, on rapporte que 5 bandits ont été capturés, lapidés et tués, avant d'être brûlés.

Selon les informations disponibles, les gangs de Village de Dieu, dont le chef s'appelle Johnson André, alias Izo, avait envahi la zone, avec l'appui du gang de Canaan, la semaine dernière.. Pas moins de douze personnes ont été tuées dans leurs maisons. On faisait état de huit autres, qui tentaient de fuir ces lieux par bateau, et qui sont mortes noyées, y compris deux bébés.

Entre Ariel Henry et Frantz Elbé les violons ne sont pas accordés

Depuis l'incident du 24 avril, qui s'était soldé par l'exécution par supplice de lapidation suivie de calcination de 14 jeunes gens assimilés à des gangs, les autorités politiques et policières ont perdu le contrôle de la situation. Suite au phénomène « *Bois Kale* », ayant le vent en poupe, et qui s'étend à toutes les communes de Port-au-Prince et en provinces, Ariel Henry et Frantz Elbé, le directeur général de la PNH, ne sont pas sur la même longueur d'onde, face à cette situation.

Après avoir été victime de tous les crimes, de la part des malfrats, depuis plus d'une dizaine d'années, face à l'indifférence totale des dirigeants, la nation victime a décidé de prendre sa défense en main, dont les premiers résultats se sont révélés la semaine dernière.

En effet, dans un premier temps, le DG par intérim de la PNH a invité le peuple à se mobiliser contre l'insécurité, déclarant qu'il est dans le droit du peuple de se soulever contre les criminels. Aussi a-t-il invité celui-ci à collaborer avec la Police, afin de traquer les criminels.

À entendre ces propos de M. Elbé, d'aucuns pensent qu'il fait un signe du pied aux initiateurs du mouvement « *Bwa Kale* ».

Intervenant, à son tour, sur ce dossier, le Premier ministre de facto prend le contre-pied de la position du chef de la Police. Pour sa part, Ariel Henry demande à ceux qui traquent les membres des gangs armés, et qui en capturent, de les remettre à la Police, les exhortant à cesser la pratique consistant à lapider, jusqu'à ce que mort s'en suive les malfrats, au lieu de les livrer aux autorités policières.

Exode des criminels vers le Sud

Définitivement, les bases des gangs armés, à Port-au-Prince, se dépeuplent. Il semble que la grande majorité se dirige vers les côtes de l'extrême sud. Originaires, pour la plupart, de ces régions, ils pensent qu'ils peuvent se confondre avec la topographie de ces territoires, sans être remarqués.

Selon des sources fiables, des membres de gangs de Gran Ravine et de 5 Secondes ont été repérés aux Côteaux, à Damassin, à Roche-à-Bateau, à Port-à-Piment, aux Anglais ou encore à Tiburon. Il semble que ces hors-la-loi aient pu tromper la vigilance du commissaire du gouvernement de Miragoâne, Jean Ernest Muscadin, qui a déclaré sa juridiction (les Nippes) un no man's land pour les malfrats.

D'ailleurs, au cours des quatre derniers jours, il a envoyé *ad patres* deux bandits membres du gang 5 secondes, dont le nommé Ralph Lacombe, alias Zo pa Kwit. Celuici s'était réfugié à Vialet où il recevait des soins pour brûlures. Il était parmi les huit à 12 bandits appartenant à cette bande, qui avaient envahi Sources Matelas où ils avaient pillé des maisons et des entreprises. Immédiatement après avoir appareillé le bateau dans lequel il faisait le trajet celui-ci a explosé et prit feu. Les passagers avaient alors essuyé des brûlures graves, mais on n'avait plus rien entendu parler, jusqu'à la fin de cette semaine quand, informé de la présence de Lacombe, dans sa juridiction, M. Muscadin a mené une opération au centre hospitalier où se trouvait le bandit. Il a été abattu, fait-on sa-

voir, parce qu'il tentait de prendre la fuite.

Selon toute vraisemblance, la grande démobilisation des gangs hors de la capitale ne s'est pas encore produite. Sans doute les premiers à avoir fui leurs bases sont partis, sans doute à titre d'essai, en vue de s'assurer qu'un tel voyage peut se faire sans encombre

Aucun doute, un déplacement vers l'extrême sud reste périlleux pour les bandits, à l'ère du « Bwa Kale ». Il faut croire que Me Muscadin va redoubler de vigilance, pour éviter que les criminels ne traversent son territoire inaperçus. De même, le commissaire du gouvernement des Cayes, Ronald Richemond, ne va pas se laisser endormir. Des résidents de la ville suggèrent qu'il demande à la PNH de bien surveiller l'entrée de la ville, au niveau des Ouatre Chemins et au Carrefour de La Ravine (Marchaterre). De cette manière le passage vers le Sud-Ouest, en passant par Camp-Perrin, et celui vers l'extrême sud, en passant par Torbeck rendront difficile l'accès vers ces régions.

L.

LE COIN DE L'HISTOIRE

Suitede la page 3

cher de contenir une telle masse de matières brutes que l'on croirait à des travaux de compilation.

C'est en qualité de délégué permanent d'Haïti à la Société des Nations (SDN) que le général Nemours parvint à la renommée internationale. Dans son discours prononcé le 10 octobre 1935, il proclamait à la tribune de la Société des Nations: « Craignons d'être, un jour, l'Éthiopie de quelqu'un ! ». Cette injonction sentencieuse que le général considérait comme hautement prophétique s'adressait aux grandes puissances impérialistes du temps, à «la canaille colonialiste » comme il aura à les désigner en d'autres occasions. C'était juste après la brutale intervention des troupes de l'Italie fasciste en Abyssinie. Rappelons qu'à l'époque, il n'y avait que l'ambassadeur haïtien pour défendre les peuples d'Afrique et d'Asie encore assujettis à l'implacable joug colonial. En envahissant l'Éthiopie, Mussolini avait fait savoir, tant aux Italiens qu'au reste du monde, que l'Italie s'y était assignée un mandat civilisateur. En d'autres mots, il s'agissait pour la nation italienne d'apporter les bienfaits du modernisme occidental à un peuple plongé dans la plus rétrograde des barbaries. Ainsi donc, l'Italie réclamait son empire colonial, sa part de ce que l'Angleterre appelait orgueilleusement le « fardeau de l'homme blanc » et que la France considérait de son côté comme sa « mission civilisatrice». Après le retentissant

discours du représentant haïtien, l'ambassadeur du Royaume d'Italie prit la parole pour signaler que la présence du nègre Nemours à la tribune de la Société des Nations représentait la parfaite illustration des bienfaits que l'Italie se proposait de multiplier en Éthiopie. L'ambassadeur italien voulut donc rappeler au diplomate haïtien que s'il n'avait pas lui-même bénéficié des avantages de la civilisation chrétienne répandue dans son pays par les prêtres français, jamais il n'aurait été en mesure de grimper à la tribune de la Société des Nations, tel un singe sur un cocotier, pour baver sur le Royaume d'Italie et sa noble initiative d'émancipation des peuples attardés. Le général, dont on appréciait la vivacité d'intelligence et l'esprit de répartie, ne jugea toutefois pas opportun de répondre aux invectives outrageantes du délégué italien. C'est bien dommage, il aurait pu suggérer aux dirigeants fascistes de réserver leur bienveillante sollicitude aux populations siciliennes, calabraises ou napolitaines qui, tenaillées par la faim, poussées à la pauvreté, la misère et l'ignorance, s'expatriaient alors en foules compactes vers la France, les États-Unis, le Canada, l'Argentine et même aussi vers la petite Haïti, en quête de cieux plus clé-

Quoi qu'il en soit, le général n'oublia jamais de rappeler qu'au nom de son pays, il avait lancé un avertissement solennel et prophétique aux puissances européennes, à telle enseigne qu'il publia une brochure intitulée « Craignons d'être, un jour, l'Éthiopie de quel-

qu'un » qui reproduisait l'intégralité de son fameux discours et les innombrables commentaires qu'il avait suscité dans la presse internationale. À ce propos, le général aimait raconter à ses intimes comment, à la fin de cette journée mémorable, le représentant de l'Éthiopie vint à sa rencontre dans le but de le remercier chaleureusement pour son plaidoyer, mais aussi pour lui faire remarquer que, contrairement à ce qu'il venait d'affirmer à la tribune, les Ethiopiens n'appartenaient pas à la race noire, mais qu'ils étaient bien plutôt des hommes de race blanche. Pour souligner l'ironie de la remontrance, il faut savoir que le général Nemours était un Mulâtre qui ressemblait de manière confondante à un Blanc de bonne souche, alors que l'ambassadeur abyssin avait la peau d'ébène.

Le général Nemours demeura délégué permanent d'Haïti et viceprésident de l'Assemblée de la Société des Nations jusqu'à son retour en Haïti en 1937. Il fera sourciller le nonce apostolique de même que les représentants des grands pouvoirs de l'État lorsqu'au moment de l'inauguration de l'École centrale des Arts et Métiers de Port-au-Prince, il dé clara : « Président Vincent, vous êtes plus grand que le Christ! Le Christ a dit: "Laissez venir à moi les petits enfants ", vous, vous allez les trouver ». À un ami qui lui demandait s'il ne pensait pas avoir un peu trop forcé la note, il répondit : « La balle est partie on n'a qu'à en attendre les effets... » Le 1er octobre 1937, Vincent le nommait conservateur du Musée national. Une fonction qu'il fut d'ailleurs le

premier à occuper puisqu'il n'existait pas de musée d'Etat en Haïti avant cette date. Notons que le général allait tirer d'autres balles en direction de Vincent que, selon son hu meur, il désignait tantôt com me le « Platon noir des Améri ques », tantôt comme le «Salazar des tropiques ». En 1940, le général Ne mours entrait dans le cabinet de Vincent au titre de ministre de l'In térieur, poste qu'il abandonna en 1941 pour devenir sénateur de la République. En fait, il n'avait pas été élu au Sénat, il y accédait par arrêté présidentiel de Vincent qui, peu après avoir ré voqué cinq sé nateurs (Fanfan, Fombrun, Lecon te, Simon et Titus) s'autorisait de désigner cinq fidèles partisans politiques pour les remplacer. Le général Ne mours prendra ainsi le siège de Me Villehardouin Lecon te com me représentant du département du Nord. Il faut noter ici qu'entre deux séances au sénat dont il était devenu le président, le général trouvait encore le temps et l'énergie pour aller enseigner à l'Académie militaire d'Haïti.

En avril 1941, lors de l'élection d'Elie Lescot à la présidence, c'est le général Nemours qui dirigeait les débats à l'Assemblée na tionale. Cette année-là il pu bliait Les premiers citoyens et les premiers députés noirs et de couleur suivi du Cap-Français en 1792 à l'arrivée de Sontho nax. C'est aussi à la même épo que qu'il faisait paraître une brochure intitulée Les présidents Les cot et Trujillo, petit ouvrage qu'un diplomate aussi délicat que le Dr Price Mars se limite à qualifier de curieux. En effet, sur la page frontispice du livre s'étale un sonnet aux accents triomphants invitant les Haïtiens et les Dominicains à : « Écouter les hauts faits de leurs deux Caudillos, / Forgerons d' Idéal, Grands Princes d'Améri ques / Jefes, Conquistadors ardents et magnifiques / Dont les noms sonnent clairs, Lescot et Trujillo ». Et la suite est à l'avenant.

Le général Nemours ne quitta son poste de sénateur qu'en janvier 1946, suite aux mouvements de revendications populaires qui entraînèrent la chute de Lescot. Ce départ du Sénat annonçait les grandes vacances pour le général qui, loin des tempêtes politiques et dans le calme des jours, s'adonna avec un nouvel enthousiasme à ses travaux savants tout en renouant sa collaboration aux quotidiens Le Matin et Haïti-Journal, de même qu'à la Revue de la Société haïtienne d'Histoire et de Géographie. En 1950, il publiait ses dernières œuvres, un Abrégé d'histoire et de géographie d'Haïti suivi de Haïti et la guerre de l'Indépendance américaine.

Le président Paul Magloire le nomma attaché culturel auprès de l'ambassade d'Haïti à Paris avant de l'envoyer au Vatican où il succéda à M. Léon Thébaud en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès du Saint-Siège. C'est à Rome que décéda le général Nemours, le 17 octobre 1955. Ses restes furent rapatriés en Haïti où ses funérailles nationales furent célébrées à Port-au-Prince en présence du corps diplomatique et des membres du gouvernement. Le lendemain, un avion ramenait son cercueil au Cap-Haïtien où, selon ses vœux, on l'enterra au cimetière de la ville, dans le caveau familial. **C.D.** coindelhistoire@gmail.c om (514) 852-7185

Livres en folie ou la folie des livresques.

Suite de la page 8

nes qui sont derrière « Livres en folie» ont toujours été moralement, politiquement et idéologiquement du camp des Prosper Avril, des Namphy, des Guy Phillipe et Toto Constant? Est-ce parce qu'il n'existe plus d'écrivains pertinents ni inspirants sur la scène? Ou, est-ce parce qu'aujourd'hui, la situation s'est tellement aggravée qu'ils pensent que les intellectuels ne s'en soucieront pas, puisqu'ils les ont menés par le bout du nez par le passé?

L'initiative de « Livres en folie » est certainement louable, pour toutes les raisons qui ont été mentionnées dans les différents textes. C'est un événement à sauvegarder et à encourager et dont il faut certainement faire la promotion. Le problème, cependant, c'est qu'il manque de diversité en Haiti, dans tous les secteurs. Ceux qui financent « Livres en folie » ont le monopole de cette activité, car c'est probablement également l'apanage d'un clan financier. La réalité, en Haïti, est qu'il n'existe qu'un seul clan financier s'agissant de questions nationales. Ils signent tous la même note de presse, ils ont une position commune sur tout. Associé à certaines ambassades, qui sont leurs alliés, et qui financent certaines activités, comme c'est le cas pour le festival du jazz, en Haïti. Si ce clan ne finance pas, pas de livres, pas de folie!

Voilà pourquoi ils peuvent se permettre de glisser Prosper Avril comme invité d'honneur sans craindre de subir des représailles. Bravo aux initiateurs de la pétition!

Mais, n'est-ce pas également un appel au réveil pour ces mêmes intellectuels pour qu'ils reconnaissent le gâchis auquel ils ont contribué, les alliances contre nature, les compromis qui nous ont amenés à cette situation de déchéance?

Ne serait-ce pas l'occasion de, finalement, mettre le pays avant tout, en se tournant vers les intérêts du peuple et de la nation pour offrir un leadership éclairé et avisé, en vue de la reprise en main de notre destiné, au risque de disparaître.

Dans toutes les sociétés, dans les milieux intellectuels, surtout progressistes, il y a toujours eu un débat, une lutte même, pour le cœur et l'esprit des jeunes. Cette lutte et ces débats, souvent, constituent le poumon de la nation, puisque c'est l'espace privilégié où toutes les idées se confrontent, où l'on fait le jour sur la vérité et rejette dans la poubelle de l'histoire ce qu'il faut rejeter. Voilà pourquoi ce débat/polémique doit être accueilli favorablement. Bien sûr, le général a sa base et ses supporteurs, mais ils doivent présenter des arguments solides. Le débat idéologique, social et politique doit aller au-delà des honneurs non mérités faits à un général qui pense que son nationalisme se résume au fait qu'il soit resté au pays auquel il a causé tant de tort.

Ne nous laissons pas berner par le discours de la nécessité et de l'importance de « l'unité en ce moment de déchéance (...) » Unité avec qui? Ceux-là mêmes qui nous ont entrainés là où nous sommes pour qu'ils puissent recommence r? Unité avec nos anciens bourreaux, sans qu'ils ne soient repentis, parce qu'ils ont écrit un livre?

C'est ça la folie des livresques! Certains de nos intellectuels pensent que les livres, en soi, tout comme la vie d'un individu, sont sacrés, positifs et incarnent naturellement le bien. C'est souvent une position d'intellectuel chrétien, sans convictions et sans nuances, qui ne voient dans les livres que des mots et des phrases pour justifier leurs connaissances et le fait d'avoir fréquenté l'école ou fait des études, bref, d'avoir bien absorbé l'idéologie occidentale! Et dans la vie, ils voient le simple fait de respirer, la faculté de réfléchir et la capacité de consommer, comme étant choses sacrées. Ils doivent savoir qu'il y a de mauvais livres, comme il y a de mauvais individus! Dépendamment de votre perspective, bien sûr.

En fait, les livres, tout comme la vie, sont bien plus que ça; ils peuvent être porteurs d'espoir, de bonheur, ou bien de malheur, de misère, de décadence...

Est-ce pourquoi, dans certaines sociétés, en fonction de l'agenda social, de l'idéologie, du niveau de développement social, de la direction que veulent prendre les dirigeants de la société, certains livres, tout comme certains individus/cer-

taines vies, sont promus, valorisés, voire glorifiés. D'autres, au contraire, sont critiqués, bannis, même censurés et, dans certains cas, pour ce qu'il s'agit des livres, détruits, brûlés. Rien de sacré! Certains, qui s'estiment chanceux d'avoir fait des études et d'avoir eu accès aux «fruits de l'instruction » ou même à la vie, vont être choqués. Mais, ce n'est pas grave, quand ils sauront que les « démocraties » et les bastions de l'idéologie chrétienne et occidentale, qui sous-tendent leur amour inconditionnel pour les livres et la vie à tout prix, ont été les plus grands bruleurs de livres et de vies. Les Grecs ont eu leurs épisodes, les Romains, les Italiens, les Français et même les Américains. Et, plus près de nous, les Chiliens, sous Pinochet. Toutes ces sociétés sont passées par là, quand elles estimaient que certaines idées étaient néfastes pour la direction qu'elles voulaient prendre.

Mais, pendant les 200 dernières années, aucun de ces pays n'a brûlé le Code noir.

Pis est, aux USA, dans certains états, ils sont en train de bannir des livres sur l'histoire des Noirs. Par contre, les « *Versets satanique* » de Salman Rushdie, désacralisant le prophète Mohamed, qui a été banni et brulé en Iran, a été reçu par les Américains à bras ouverts. De ce livre, vendu à presqu'un million d'exemplaires, un texte en soit, n'a rien de sacré! En dépit de l'importance crucial qu'un livre peut avoir dans un contexte donné, nos intel-

lectuels devraient cesser le mythe du livre et la mystification qui en découle.

Sous la présidence de François Duvalier, il est rapporté qu'Haïti a connu son épisode de livres brulés. Nul doute que cela rentrait dans une politique de suppression de certaines idées. En Chine, par exemple, dans les années 60, le gouvernement a fait la promotion du Petit livre rouge de Mao Zedong, qui contenait tous les prescrits et principes politiques, éducatifs, sociaux et idéologiques pour le fonctionnement du bon citoven chinois dans la société. D'autres livres et certaines vies ont, par contre, été « brulés ». À considérer leur niveau actuel, qui peut regretter qu'ils aient brûlé certains livres et certaines vies?

Brûler des livres est un acte politique, comme tout autre. Rien de plus. Même dans notre histoire, il a fallu, à un certain moment, brûler pour survivre; ce qu'Henri Christophe avait bien compris, sous le leadership de Dessalines.

Honnêtement, j'ignore le contenu des livres du général Avril, qui a longtemps été au service des intérêts étrangers. Mais, à regarder son palmarès à la tête du pays et le mal qu'il nous a fait, les organisateurs de «Livres en folie » ne font pas honneur aux intellectuels éclairés et progressistes, ni aux aspirants écrivains, désireux de voir naitre un pays où il fait bon y vivre.

G. L. 04/30/2023



CRISE FINANCIÈRE LATENTE DU SYSTÈME BANCAIRE HAÏTIEN

Les banques privées font main basse sur les dépôts en dollars des clients Mais le gouverneur de la Banque centrale rassure...

Suite de la page 1

devises qu'ils ont déposées dans leurs comptes, pour en extraire quand le besoin se fait sentir, les clients se retrouvent en situation de rébellion, par rapport à leurs banques. Il y en a, parmi eux, qui ne peuvent plus retenir leur colère. Surtout qu'il n'existe personne, dans la gestion des affaires de la République, qui s'érige en contrôleur des activités bancaires. Pas même le gouverneur de la Banque nationale de la République d'Haïti (BRH), dont la responsabilité consiste à assurer la paix et la stabilité dans ce secteur.

Au fil des mois, la situation n'a pas évolué. Au contraire, elle s'est aggravée. Les rumeurs relatives à la grogne des déposants contre les administrations des banques privées s'est amplifiée et menace d'éclater en violence. Pour ce faire une juste idée de ce danger, il suffit de savoir que la succursale d'une banque privée à Pétion-Ville a

clients, après que, dans d'autres succursales de la même institution, en sus d'autres d'institutions différentes, ont été enregistrées des bagarres verbales avec le personnel, se substituant parfois aux patrons se dérobant face à des clients refusant d'accepter les « balivernes » que débitent le personnel transmettant les mots d'ordre reçus de l'administra-

En tout cas, cette succursale, à la Rue Darguin, à Pétion-Ville, de la Sogebank, a essuyé une attaque en bonne et due forme de clients en colère, au point de saccager l'intérieur de l'immeuble, renversant le mobilier et menaçant même d'infliger de graves dégâts au vestibule.

Auparavant, des femmes courroucées par cette situation sont allées jusqu'à baisser leurs jupes en signe de protestation, pour exiger les valeurs en devises dont elles ont besoin. Dans de telles circonstances, le personnel des banques s'est retrouvé aux prises avec des

été l'objet d'attaque par des clients dont l'attitude frise même la violence. Souvent ces derniers crachent leur bile en raison du fait que personne ne peut dire quand s'améliorera la situation.

Les transactions en dollars reposent surtout sur les devises provenant des trans**ferts**

Le traitement dont sont l'objet les déposants en dollars, par les banques privées, en Haïti, est injuste à tous les points de vue. Privés de leurs devises alimentant les transactions lucratives menées par les institutions bancaires, les clients qui sont privés de l'usage de leurs devises ne recoivent rien en contrepartie du contretemps qu'ils endurent. Surtout que l'indisponibilité de leurs dollars signifie, pour eux, l'acquisition de devises sur le marché des changes dont le taux de préférence journalier n'est jamais favorable à l'achat.

Les banques privées possèdent plusieurs sources d'achat de devises, tandis que les déposants s'appuient uniquement sur les fonds qu'ils ont dans leurs comptes pour s'acquitter des transactions en devises. D'autre part, les institutions bancaires ont les possibilités de trouver le billet vert grâce à leur proximité avec la Banque centrale, qui accapare les entrants assurés par le maisons de transfert, pratiquement les uniques sources de devises disponibles et sûres.

En effet, comme on le sait, la diaspora haïtiennes envoie entre USD 15 et 20 milliards \$ par an en Haïti. L'aide bilatérale des pays dits amis d'Haïti et les dons des institutions bancaires de la haute finance contribue presque USD 4-6 milliards. Tout cela alimente le marché de change.

Le problème est que Haïti n'exporte pas grand-chose. Avec l'insécurité battant son plein dans le pays, à cause de l'action des gangs, le marché des changes dépend presqu'exclusivement des transferts effectués vers Haïti.

Quand Jean Baden Dubois L.J.

dit que l'économie haïtienne est en bonne santé, il a omis de souligner que la production du pays tourne au ralentie réduisant au minimum la somme de devises transférée au pays. L'insécurité étant la vraie cause de ce ralentissement endémique de l'économie, aucune amélioration dans cette condition ne peut se produire avant que soit apportée une solution à cette crise. Autrement dit, au rythme actuel de la situation, il faut souhaiter un changement dans la crise sécuritaire dans le plus bref délai.

Toutes choses étant considérées égales, les déposants des banques privées d'Haïti ne verront pas un changement dans la situation qu'ils endurent présentement. Cela vaudrait la peine qu'ils trouvent d'autres moyens pour juguler cette crise. Puisque le gouvernement et les institutions bancaires du pays se mettent ensemble pour « détrousser » la clientèle.





Discrimination, racisme et violation des droits, des millions d'Haïtiens réclament justice

Par Jacques Brave

ON se posait souvent cette question pourquoi les lois de la FIFA s'appliquent uniquement aux petits, ou à certains pays, et ne le sont pas dans d'autres, surtout les grandes nations riches, développées, celles qui rapportent des dividendes financières énormes, comme l'Europe de l'Ouest, l'-Amérique du Nord.

Depuis trois ans aucun



Melchie Dumornay (Corventina).

match de football ne s'est joué en Haïti ; cela veut dire environ 500 000 personnes qui vivent une



Nélourdes Nicoalas

situation de misère atroce; Haïti compte 140 communes et chacune de celle-ci compte un nombre de sections communales/rurales: les sections rurales, elles-mêmes comptant un nombre élevé de quartiers. Donc on peut parler de plus de 2000 entités territoriales; et chacune de ces portions administratives du pays compte au minimum (2-3-4) équipes de football plus ou moins stables. Mais, à part les vétérans, très âgés, qui continuent de s'amuser au ballon occasionnellement, dans aucune motivation de ces entités, les joueurs ne sont nullement amateurs au sens puriste du thème. Ce sont donc, en très grande majori-

dent totalement du football pour survivre, aller à l'école, avoir un pain quotidien et aussi pour s'occuper de leurs familles immédiates, donc soutenir parents et entourage. Le football est donc un facteur primordial, pas loin d'être la première plus importante activité vitale, sociale et économique de la nation. Le tableau fait encore réfléchir dans le football dit d'élite, ceux qui sont appelés à faire carrière dans le jeu et à représenter le pays sur la scène internationale vivent du football; et c'est pour cela que nous nous dénonçons **avec force et indignation** la fermeture des académies régionales FIFA/FHF installées dans chaque ville-quartier du pays, début 2018, recevant les enfants du pays entre 6 et 13 ans, qui garantissaient la scolarité, des soins médicaux, un support nutritionnel à tous ces enfants. Ces académies régionales constituent l'acte so cial le plus important posé par le président Michel Martelly, quel ques jours avant la fin de son man dat : l'accord officiel signé avec cinq (5) ministères, d'un côté, la FHF/ FIFA, de l'autre et dont l' objectif était de préparer des footballeurs et footballeuses de haut niveau capables de trouver un ave nir très différent de celui, misérable, d'enfer même que leur origine sociale leur réserve dans leur pays, avenir sombre de misère, de privations réservé à ceux qui sont nés dans les ghettos. C'était bien engagé, la même année, et ces aca démies, en plus d'améliorer la vie sociale créaient un enthousiasme chez ces millions de jeunes Haï tiens longtemps désespéré. On en était bien vite a 67 de ces centres d'apprentissage de football et l' objectif était de couvrir vite tout le territoire national dans de ce projet d'avant-garde. Toutes ces académies ont été fermées par le comité installé par la FIFA mettant au chômage du coup plus de 300 coaches. Comme les championnats ont été arrêtés, des milliers de jeunes privés de gagnepain; à ce groupe de chauffeurs, il faut ajouter des centaines d'arbi tres, de coaches, de managers, utileros, cuisiniers/cuisinières, ou vriers, professeurs d'école, sans oublier des malheureux vivant du petit commerce aux alentours des parcs ou terrains de football du

té, des jeunes qui vivent et dépen-

Le football est donc une activité sociale et économique très

pays, lors des matches qui s'y dé

roulaient toute l'année.

importante; ce n'est pas un hasard que l'on enregistre cette montée, cette radicalisation de la violence partout notre pays fou, malade de football. Du temps des Duvalier, à chaque période d'agitation dans le pays le chef donnait l'ordre d' ouvrir le stade, comme en fé vrier 1971, où il existait une grande incertitude, une tension sourde au pays, après l'annonce que le pouvoir désignait le fils Duvalier comme successeur du père au



Mélissa Dacius

pouvoir. ; Papa Doc décida de faire venir Mohamed Ali pour une exhibition à El Rancho et sur-



Yvette Félix

tout le Santos de Pélé pour en flammer le pays. Donc pas de dou te, les activités de football, freinent la montée de la violence, car en Haïti, et de tout temps, le pays est toujours uni autour du ballon rond, qui reste le plus puissant facteur d'unité nationale. Cela ex plique qu'en 40 ans, depuis la chu te des Duvalier et l'installation de cette violence s'accélérant au gré des interminables crises politi ques, nos saisons de football se sont toujours déroulées, et toujours dans la plus grande ferveur; la destruction en cours dépasse donc les bornes et le pays n'est pas près de s'en remettre, quand on pense que la saignée est profonde. Nos meilleurs cadres, surtout la cinquantaine travaillant à la FHF, tous ces cadres formés à grands sacrifices, ces dernières an nées, la FHF les motivant pour qu'ils restent au pays, mais mis au chômage sans raison, ils n'ont eu d'autres choix que laisser le pays pour tenter de survivre ailleurs.

Donc cette paralysie totale des

activités du football dans le pays est une tragédie, un drame dont les conséquences seront dramatiques pour le sport haïtien; tous les Haïtiens, qui s'étaient mis a rêver à nouveau, après les éclaircies du TAS, en février du dernier, mais tous ont bien déchanté, après les réactions agressives et menaçantes de la FIFA; un désespoir déjà aggravé par la transformation d'Haïti et de son football com me une colonie dirigée par un gou verneur étranger. Les semaines passent, la saison 2023 déjà à moi tié, en terme de calendrier et notre pays, chaque jour plus désespéré, se renforce dans la sensation que le monde s'acharne contre nous : des fusils et des balles, que notre pays ne produit pas, tuent nos citoyens; des citoyens contraints, menacés avec sa famille, ses en fants et petits-enfants, sous la me nace des armes, lorsqu'il annonce vouloir laver son nom des souil lures internationales. Beau coup de proches, contraints, eux aussi, de tout abandonner en catastro phes et de laisser le pays Ainsi, toutes les dispositions répressives des règlements de la FIFA s'abattent sur la fragile Haïti; les règlements ne semblent exister que pour ... certains pays et nous en fai sons la douloureuse expérience. Avec la suprême insulte de placer un fils du pays champion de l'anti-impérialisme et la non intervention, Cuba, à la tête de notre Asso ciation, dans une discipline à con notation nationaliste, une façon de masquer l'incompétence de deux autres parachutés par un pré sident qui, en plus, ne vient jamais nous voir, et nous méprise. Il est vrai que les deux Conzé, qui complètent le trio dirigeant de notre football, s'en foutent pas mal; puisqu'ils sont à l'aise pour continuer à faire fortune, sans avoir de compte à rendre à personne.

Une autre et ultime insulte est le dénigrement, véhiculé par de grands médias étrangers en relai des injures de la FIFA pour justifier son agression, qui est celui de tenter de faire passer des citoyens haïtiens, de respectés dirigeants de football, des citoyens patriotes qu'elle a abusivement humiliés, et pour se donner bonne conscience d'avoir humilié et sali sans aucune raison, sinon pour les mettre à l'écart et que la FIFA veut détruire, les faisant passer (Ö crimes !) pour un chef de gangs puissants, hyper riche qui menacent, qui tuent et terrorisent et assassinent, qu'on tente de présenter comme des voyous qui font peur et terrorisent des victimes et les empêchent de porter plainte pour justifier la grosse bêtise et le scanda-



Nella Joseph

leux crime perpétré contre des milliers de jeunes compatriotes par des corrompus comme Veron Mossengo Omba, qui a manipulé, sali les noms, détruit l'ave nir d'Haïtiens honnêtes, et par ri cochet de millions d'Haïtiens qui continuent de souffrir de la geste de leurs parents qui , héros de leur pays, qui, deux siècles déjà, ont débarrassé l'humanité de l'asservissement de l'homme par l'homme, de l'ignominie, se disant d'une race supérieure qu'était l'esclavage.

Bizarre attitude discriminatoire

Le cas récent de la Fédération française de football (FFF) et de son président Noël Legraet, doublement accusé de corruption et d'histoires sexuelles, il est vrai non confirmé avec victimes décla rées, bien qu'ayant fait les grands titres de la presse française pendant plus d'une année la FIFA n'a jamais pipé mot. Pire, lorsque ce grand serviteur du football francais, conseillé par ses collègues même jour la FIFA lui donne un poste officiel ; l'équipe de France a fait une belle coupe du monde dans la même période et le football français reste en excellente santé ; pour Haïti toujours si prompte depuis la fin de la dicta-

